

Mensuel anarchiste-communiste
N°205 - decembre 2010 - 3 euros

DOSSIER MOUVEMENT SOCIAL suite

BLOQUONS L'ECONOMIE
LIBÉRONS LES ÉNERGIES
Plateau Insoumis

NON À CENTER PARCS !

DETTE, DÉFICITS ET DOMINATION

ISRAËL / PALESTINE : L'IMPASSE

Comment fonctionne Courant Alternatif ?

Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.**

COMMENT CONTACTER l' Organisation Communiste Libertaire ?

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE
Clé des Champs
(ne pas mentionner OCL)
B.P. 20912, 44009 *Nantes* cedex 1
oclnantes@free.fr
ocl.st-nazaire@orange.fr

BOURGOGNE
oclsens@yahoo.fr

CENTRE
Ecrire au Journal

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 *Toulouse*
ocloc@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 *Boulogne s/mer* cedex

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o Égrégore, B.P. 1213
51058 *Reims* cedex
lechatnoir@club-internet.fr

NORMANDIE
CRAS, B.P. 5164
14075 *Caen* cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
Acratie, BP 23, 64130 *Mauléon*
ocl-eh@orange.fr

POITOU
OCL-Poitou@orange.fr

RHONE-ALPES
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie,
4 rue Bodin 69001 *Lyon*
ocl-lyon@laposte.net
ocl-valence@hotmail.fr

SUD-EST
La Galère, BP 74217,
06131 *Grasse* cedex

Écrire au journal pour : Figeac

OCL c/o Egregore
BP 1213 – 51058 Reims cedex
Courriel : oclibertaire@hotmail.com

pour S'ABONNER à C.A.

Abonnement 1 an (10 numéros + 2 hors série)
30,00 euros

Sans les numéros spéciaux ... ... 25 euros
Tarif réduit ... ...18 euros
(pour toutes sortes de fauché-e-s)
Abonnement de soutien ... ...plus de 30 euros
Abonnement à l'essai (3 n^{os}) ... ... 5 euros

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

2 ex.	45	euros
3 ex.	65	euros
5 ex.	100	euros
10 ex.	180	euros

Chèques à l'ordre de « La Galère »
OCL/Égrégore, B.P. 1213 – 51058 Reims cedex

Site web :
http://oclibertaire.free.fr

Sommaire

Ce numéro a été préparé à Lyon
La commission journal de décembre
à Saint-Nazaire

Courant Alternatif
DECEMBRE 2010
Com. par. : 0610G86750
Mensuel
Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations légales :
Dir. publication :
Nathalie Federico
Imprimerie :
Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé



L'ultime journée d'action du 23 novembre n'a fait que confirmer ce que l'on supputait : un enterrement annoncé et voulu par les Confédérations, d'une part pour affirmer qu'elles n'ont jamais perdu la main sur le mouvement et que par conséquent ce sont elles qui décident quand il faut siffler la fin de la partie, et d'autre part pour faire mine d'afficher jusqu'au bout une détermination «sans faille», gage de popularité renouvelée et donc d'un regain espéré d'adhérents dès maintenant et bientôt de votes lors des élections syndicales de 2013…

La fin des mouvements est généralement propice, à l'heure des bilans, à la réactivation des positions antérieures à ces mouvements, réactivation généralement inversement proportionnelle à la force que ceux-ci ont pu acquérir en déplaçant les lignes, en défaisant les positions établies, en faisant place à des phénomènes nouveaux, de création et d'invention. Pour ceux qui se définissent avant tout comme syndicalistes, ce mouvement aura été syndical, et pas politique. Il est donc logique selon eux que ses prolongation se traduisent par le développement du syndicalisme, «de lutte» pour certains, «révolutionnaire» pour d'autres, tandis que les grandes organisations syndicales ne sont pas en reste et se sont empressés de lancer des campagnes d'adhésion dans les manifs et par Internet. Pour tout un ensemble de militant(e)s organisé(e)s, la solution à la crise sociale est… organisationnelle : telle organisation ou Parti qu'il faudrait rejoindre, tel syndicat plutôt que tel autre… parti ou syndicat, au choix ou les deux. Par contre, sur les contenus, c'est d'une pauvreté insigne.

Pendant ce temps, certain(e)s autres – qui peuvent être souvent les mêmes – cherchent des débouchés, des propositions pour sinon poursuivre la mobilisation, du moins alimenter une agitation politique. Mais c'est encore une fois la fuite en avant. On a échoué sur le terrain social (tout en prétendant le contraire, on ne fait pas de vrai bilan) et on repart aussitôt sur autre chose ou sur un combat plus général «contre» le gouvernement et sa politique qui n'aura d'autre objet que d'alimenter, de contribuer à construire, la ou les campagnes de la «gauche de gauche» sur l'échéance 2012.

S'il devait y avoir des perspectives de lutte et de réflexions, c'est dans les propres forces et faiblesses de ce mouvement, et pas en dehors de lui, qu'il serait judicieux de chercher. Il nous semble que le nœud du problème se situe précisément dans ce qui a fait l'échec de ce mouvement : la non extension du mouvement gréviste à un niveau significatif, la non généralisation de la grève. Les raisons en sont multiples et en grande partie connues : elles renvoient aux divers mécanismes de dépossession des capacités de lutte de la très grande majorité des travailleurs face à leurs conditions d'exploitation. Ces mécanismes incluent –mais vont au-delà de – la précarisation du travail, des statuts, du chômage de masse. C'est certainement dans l'expérience de la vie au travail qu'il faut rechercher, trouver et comprendre ce qui s'oppose à toute idée de lutte collective valant la peine d'être menée : les nouvelles méthodes de gestion des ressources humaines à base d'individualisation des résultats et des performances, la compétition entre salariés, la sous-traitance dans de petites entreprises maintenues au bord de la faillite permanente par les clients/donneurs d'ordre, où donc s'exerce un chantage permanent au chiffre d'affaire et à la productivité, salariés pris à la gorge financièrement, endettés… c'est tout un ensemble d'éléments qui tétanise et exerce, sur fond de chômage évidemment, une contrainte telle qu'elle emprisonne quasiment le salarié dans le quotidien d'une condition salariale dont il est devenu totalement dépendant et où les marges de manœuvres, d'autonomie, de lutte, se sont réduites à bien peu de choses. C'est cette dépossession des capacités de résistance qui devrait se retrouver dans les débats sur les objectifs et le devenir de ces semaines de mobilisation inédite où les acquis positifs ne sont pas détachables des limites constatées : la récupération de la capacité d'autonomie et de lutte collective au sein du rapport salarial, pour pouvoir aussi mieux porter ces capacités en dehors et au-delà de ce rapport.

Plutôt que de renouer avec une bien vieille et si rassurante polémique entre syndicalisme et anti-syndicalisme (ou encore entre spontanéité et organisation) qui est une impasse, un piège, un signe d'immobilisme et de conservatisme si elle ne se nourrit pas et ne se rapporte pas à des contenus, n'est-ce pas à partir des possibilités et des difficultés situées au cœur des diverses formes du rapport salarial que l'on peut reconstituer des perspectives de lutte et qui donc les actualisent. Luttes par définition intercatégorielles, interprofessionnelles, globalisantes, toutes autant « sociales » que « politiques» où les personnes mobilisées sur une base territoriale (ville, quartier, agglomération, région…) par le brassage et le tissage de relations nouvelles recréent les moyens d'une résistance, d'une envie de se battre et d'une solidarité : en luttant un jour avec les salarié-e-s d'un CHU et un autre avec ceux une boîte du bâtiment ; en se mobilisant une semaine sur un McDo ou un Call Center et la suivante une CAF ou une régie HLM ou, pourquoi pas, sur des lieux précis du marché du travail informel. C'est une manière de prendre à revers les confrontations théoriques, abstraites, intemporelles syndicalistes comme anti-syndicalistes. Et aussi, tous les courants se plaçant et n'existant qu'en fonction des échéances de la politique institutionnelle.

C'est ce type de démarche que les véritables acquis du mouvement (mobilisations locales qui se sont nouées et construites sur l'articulation AG/blocages, liaisons nouvelles, climat de solidarité né des actions directes collectives, volonté de ne rien lâcher et de poursuivre…) laissent entrevoir si des perspectives sont tracées en terme de maintien de foyers de résistances, d'ouverture de nouveaux fronts, de reconstruction d'un rapport de force social, d'une recomposition sociale antagonique à l'ordre capitaliste. Perspectives étrangères et contraires avec les propositions qui surgissent ici et là de lutter contre les mesures gouvernementales, avec création de «collectifs citoyennistes» comme il se doit, qui nous emmènent sur un terrain plus politicien et plus consensuel, et dont la traduction ne peut qu'être électorale, avec en plus, le regard droit dans le rétroviseur : résistance ou révolution citoyenne, revendication d'une république sociale, d'un retour au programme du Conseil national de la Résistance, nouveau Front populaire, d'un nouveau pacte social, retour à un néo-keynésianisme, contre l'« ultra-libéralisme » et les «prédateurs» du capital financier… tout cela sans même poser au minimum la question évidente : pourquoi le capital serait-il prêt aujourd'hui à faire des compromis alors que tout indique au contraire que, jusque là du moins, il peut s'en passer ?

Charybde et Scylla, le 26 novembre 2010

Regard sur le mouvement social 2010

Des canaux parallèles à la grève, pour développer le mouvement et étendre les grèves. Des actions qui ne soient pas alternatives, mais complémentaires à la grève, pour aider à son développement...
C'étaient là les intentions de beaucoup de ceux et celles qui, partout dans l'hexagone, ont occupé le terrain de la rue pour agir, au cours d'actions d'occupation ou de blocages, contre la réforme des retraites. Développer la mobilisation et inciter à la grève donc, car c'est l'arme évidemment la plus efficace pour bloquer production et distribution.
Cependant, malgré ces appels invitant à la grève générale et durable, celle-ci ne s'est pas déclenchée. Mais, et la nouveauté est là, les ardeurs combatives ne se sont pas pour autant refroidies et se sont investies dans des actions multiformes, en particulier de blocages. Quelle portée, quelle résonance ont eues ces actions ? N'ont-elles été qu'un substitut à la grève ?



La question de la grève

L'enjeu du dossier retraites est énorme, et la riposte, pour le moment, n'a pas été à la hauteur. Certes, il y a eu du monde dans les manifestations, mais très peu de travailleurs-ses impliqué-es dans un véritable rapport de force conduisant au blocage de l'économie.

Si quelques secteurs, tels les cheminots, se sont lancés très tôt dans la grève reconductible, c'est en faisant clairement entendre qu'ils ne voulaient pas rester seuls, et qu'ils espéraient que leur action aurait un effet d'entraînement. Ce n'a pas été le cas.

Des grèves reconductibles, certes il y en a eu, mais dans des secteurs professionnels peu nombreux (les cheminots, les cantines scolaires, le transport routier, les ports, les convoyeurs de fond, le ramassage des ordures... et bien sûr les raffineries) ou dans des lieux limités (Marseille).

Ces grèves ne sont pas généralisées ni n'ont duré suffisamment. La plupart des salariés des grandes entreprises privées ne sont pas allés au-delà de débrayages ponctuels pour participer aux manifestation et ceux du public se sont le plus souvent pliés, et de façon peu massive, aux grévettes appelées par les syndicats. Dans ce contexte, la tentation a été forte de déléguer la lutte à des professions-clés pour le système, comme celles des cheminots et des industries pétrolières et chimiques, ou même aux lycéens, dont le gouvernement disait avoir très peur sans doute pour mieux pouvoir employer contre eux ses flics et sa justice.

Les travailleurs-ses savent bien qu'un véritable rapport de force se fonde sur la grève et sur l'entreprise. C'est pourquoi d'ailleurs la reprise du travail dans les raffineries, dont le blocage avait alimenté les espoirs, naïvement sans doute et de façon illusoire, mais suscitant une forte solidarité, a été vécue comme la fin de la mobilisation.

Nous n'aborderons pas ici les raisons pour lesquelles la grève reconductible n'a touché que quelques secteurs ni pourquoi la grève ne s'est pas généralisée. Un prolétariat de plus en plus éclaté, un lieu et un type de travail qui ne font plus sens, le sentiment que faire grève ne «gêne» pas quand on est employé dans un service ou dans un secteur apparemment peu stratégique, une dégradation continue des conditions de travail, des salaires qui stagnent, une précarité qui se généralise, un contexte menaçant de chômage, les échecs mémorables de longues grèves précédentes, tout cela (et bien d'autres choses encore qui mériteraient d'être analysées) a contribué à ce que le saut dans une grève-marathon n'a pas été franchi massivement, c'est le moins qu'on puisse dire.

Il est clair en tout cas qu'il ne fallait pas attendre des syndicats, «unifiés» dans l'Intersyndicale, autre chose que la défense de leur position de «partenaire social» avec l'Etat. Et il est donc illusoire d'exiger d'eux, comme certains ont cherché à le faire, qu'ils lancent des appels centraux à la grève reconductible, voire à la grève générale. Stratégie de la concertation avec le gouvernement, absence de soutien aux grèves reconductibles et aux actions «coup de poing», opposition très majoritaire à la stratégie d'une grève durable et choix de miser sur des «journées de mobilisations» saute-mouton... les syndicats n'ont fait qu'appliquer leurs méthodes habituelles pour canaliser le mécontentement et désamorcer toute tentative d'instaurer un véritable rapport de force face au gouvernement et au patronat : les journées d'action qu'ils avaient programmées permettaient de rythmer et d'encadrer la contestation, c'était là leur objectif.

Malgré la promulgation de la loi sur les retraites, ils ne sortent pas complètement perdants du conflit : ils ont donné l'image d'interlocuteurs sociaux légitimes et responsables ; ils ont abouti à la conclusion, preuve à l'appui, qu'avec ce gouvernement il est décidément très dur de négocier (ainsi, ils laissent le champ libre aux partis d'opposition institutionnelle pour

présenter les prochaines échéances électorales comme le seul débouché à la colère exprimée) ; ils montrent qu'ils ont su mener une longue bataille faite de manifestations de rue massives à répétition, afficher une combativité prudente et de bon aloi et faire preuve d'une persévérance exemplaire pour maintenir l'unité. Et, à l'unisson avec la présidente du Medef, ils sont heureux de pouvoir «passer à autre chose» ; ainsi, la CFDT se prépare-t-elle déjà et sans vergogne à appuyer le futur chantier gouvernemental de la retraite à points, dès 2013.

Quant au syndicalisme «de lutte», il est évident qu'il n'a pas un poids suffisant (en nombre et en secteurs professionnels) pour mettre en œuvre, sur sa seule initiative ou son seul soutien, une stratégie de grève reconductible, encore moins de grève générale.

Ainsi, l'appel à la grève générale, ou même à la grève reconductible, lancé par les syndicats minoritaires ou/et les AG Interpro, est-il resté incantatoire.

Manifestations et actions de « blocage de l'économie »

Mais si la grève n'a pas été le marqueur dominant de ces mois de contestation, d'autres armes ont été utilisées. Le conflit a ainsi glissé sur d'autres terrains que celui de l'intérieur de l'entreprise.

La grève, incontournable pour ancrer l'action dans la durée, ne pouvait pas «prendre». A défaut,- et est-ce un signe de faiblesse quant aux possibilités de peser de l'intérieur même des entreprises ou une émergence de modes d'action collective nouveaux qui se cherchent -, c'est la rue, en tout cas le hors-entreprise, qui a été le champ du «conflit».

Passons sur les manifestations épisodiques appelées par l'Intersyndicale. Les travailleurs-ses y sont venu-es à plusieurs reprises en masse. Il s'agissait d'un cadre ritualisé et bien rôdé, de longues et récurrentes manifestations-promenades. Si elles ont permis de rendre visible le mécontentement de milliers de gens et si elles ont pu donner l'impression chaleureuse, mais illusoire, d'une force collective poursuivant le même but, elles n'ont guère été que la mise en représentation des troupes, rangées par profession, de chaque syndicat (à ce propos, y a-t-il eu beaucoup de cas où les manifestant-es ont fait fi des banderoles et drapeaux de chaque chapelle pour constituer des cortèges mélangeant appartenances syndicales et secteurs professionnels ?). Ces manifestations ont été en grande partie un substitut à la grève, avec les caractéristiques d'un mouvement d'opinion plutôt que de lutte de classe, ce qui explique que le patronat n'en a cure et qu'elles n'ont pas permis de créer un vrai rapport de force.

Mais c'est aussi lors de ces jours de manifestation, entre autres, que des groupes plus radicaux opéraient des actions en marge, débordant les cortèges ou prenant des chemins de traverse.

En effet, c'est encore à l'extérieur et de l'extérieur des entreprises que le choix de blocages s'est fait, sur des cibles économiques jugées stratégiques pour le système : secteurs de l'énergie et de la chimie, voies de communication au service des flux et des transports des marchandises, institutions-clés (banques, sièges du Medef, de l'UMP)... Les initiatives à ce niveau sont si nombreuses qu'il est impossible de toutes les passer en revue. De même, selon les endroits, elles ont réuni des travailleurs-ses syndiquées ou non, grévistes ou non, lycéen-nes, étudiant-es, chômeurs-ses, tous-tes qui, par ce recours à l'action directe contre des cibles honnies du système, regagnaient un peu de pouvoir sur leur vie.

Mais, il est bon de ramener à leurs justes proportions ces actions locales visant des cibles politiques et économiques. Elles ne pouvaient évidemment pas déboucher sur le «blocage de l'économie», ni mettre en difficulté le gouvernement et les entreprises, hormis peut-être les pénuries partielles de carburants dans les stations services. Cependant, par leur impact symbolique et leur portée idéologique, elles ont permis de rompre avec le sentiment d'impuissance, de créer des mini-victoires et d'ouvrir le champ des possibles.

Souvent, elles ont été décidées, organisées, par les AG Interpro locales, qui ont ont vu le jour dans de nombreuses villes, et même dans des bourgs ruraux. Et ces actions sont certainement une des plus belles réussites de ce mouvement social, dans la mesure où elles ont entretenu une dynamique contestataire incessante et souvent joyeuse. Les AG Interpro elles-mêmes ont réveillé une capacité d'auto-organisation qui n'avait pas fait surface depuis longtemps dans les luttes ouvrières.

Cependant, il faut s'interroger sur les réelles capacités d'autonomie que les AG interpro, en général, ont eues vis-à-vis de l'Intersyndicale.

Tout d'abord, les syndiqué-es de Solidaires, de la CGT et de la FSU qui y participaient ont semblé peu soucieux de gérer la contradiction de leur participation à ces AG interpro alors que ces structures, leurs mots d'ordre et leurs actions, étaient fortement rejetées, et même dénoncées, au sein de l'Intersyndicale où siégeaient leurs syndicats respectifs.

Ensuite, il était illusoire de croire que ces AG Interpro, même si elles ont donné à la lutte un dynamisme nouveau, pouvaient déborder l'Intersyndicale en la contournant. Celle-ci n'a jamais réellement perdu la main sur l'organisation du mouvement. La grève ne s'étant pas installée dans la durée ni généralisée, les AG Interpro n'accueillaient bientôt plus de grévistes en leur sein ; c'est au rythme des rendez-vous décrétés par les syndicats que se faisaient les mobilisations massives et c'est sur cette vague que surfaient les AG Interpro, dépendant en quelque sorte du temps et de l'espace laissés vacants dans et entre les manifestations pour réaliser des actions de blocage ou d'occupation.

L'heure est à la lucidité mais pas au pessimisme

Certes, la promulgation de la loi sur les retraites ne réjouit personne et l'ennemi de classe et ses alliés continuent à mener la danse.

Cependant, ceux-celles qui se sont mobilisé-es ne paraissent ni exsangues ni démoralisé-es. Au contraire, les mois de lutte qu'ils-elles viennent de vivre auront permis de reconstruire du lien social à plusieurs niveaux et de susciter le désir de l'entretenir. Le feu couve toujours et l'agitation se poursuit dans de nombreux endroits.

La question des retraites n'est qu'un pivot symbolique d'un mécontentement fort, d'un profond sentiment d'injustice, dans un contexte de dégradation féroce de la situation économique qui touche à quantité d'aspects. Ce qui s'est passé a été assez riche et dynamique pour laisser préservée l'envie de se battre et de démarrer des fronts sur d'autres questions, contre d'autres régressions sociales imposées par le capital.

Les idées de grèves, reconductibles, tournantes, voire générales, ont été lancées, certes de façon incantatoire, mais elles ont aussi été débattues et répandues, et peuvent réapparaître comme armes incontournables face à la stratégie cul-de-sac des confédérations syndicales et pour remettre en cause le système économique et social.

De même, les questions de l'auto-organisation, du fonctionnement assembléiste et les formes de lutte ont non seulement été posées au cours de cette lutte, mais encore réinventées et expérimentées ; plutôt à l'échelle locale, certes, mais un peu partout sur le territoire. Et des embryons de coordination semblent se mettre en place. Reste à savoir si ces modes d'organisation pourront s'inscrire dans la durée, aussi bien localement qu'au niveau de l'hexagone, voire au delà. En tout cas, leurs traces ne se perdront pas.

Kristine, le 15-11-10

Comme il n'y avait pas d'os à ronger, pourquoi pas une intersyndicale ?

Les formes prises par les dernières mobilisations ont remis les organisations syndicales au centre du jeu ; le cadre de l'intersyndicale a beaucoup contribué à cela. Une intersyndicale qu'on a vu émerger à l'occasion du mouvement contre le Contrat première embauche, mais ce sont surtout les manifestations contre la crise qui lui ont donné sa légitimité. C'est une nouveauté dans le paysage syndical français, marqué par les rivalités organisationnelles, que de voir se pérenniser une structure qui reconnaisse le pluralisme du mouvement syndical – y compris jusqu'à ses composantes habituellement maintenues à l'écart – tout en essayant de fabriquer une cohérence. Comment expliquer cela, sinon par la réforme de la représentativité syndicale qui se déploie depuis 2008, la réorientation stratégique de la CGT, entamée dans les années 1990 et l'épisode traumatique de 2003 pour la CFDT (perte importante d'adhérents) ?



L'évolution de la représentativité syndicale

Pour être reconnus représentatifs, les syndicats devront désormais remplir cumulativement plusieurs critères : le respect des valeurs républicaines ; l'indépendance ; la transparence financière ; une certaine influence, prioritairement caractérisée par l'activité et l'expérience ; une ancienneté minimale de 2 ans dans le champ professionnel et géographique couvrant le niveau de négociation ; des effectifs d'adhérents et des cotisations ; une certaine audience électorale évaluée en fonction du résultat du 1er tour des dernières élections du Comité d'Entreprise ou, à défaut, des Délégués du Personnel : il faudra obtenir 10 % des suffrages valablement exprimés pour remplir ce critère au niveau du groupe, de l'entreprise ou de l'établissement ; le seuil est provisoirement placé à 8 % pour remplir ce critère au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel. Cette nouvelle définition s'accompagne de la suppression de la présomption irréfragable de représentativité dont bénéficie aujourd'hui tout syndicat affilié à la CGT, la CFDT, la CGC, la CFTC et à FO. La représentativité d'un syndicat pourra donc toujours être contestée.

La réforme de 2008 a rendue obsolète la frontière qui opposait les cinq confédérations bénéficiant d'une représentativité «irréfragable» - CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC - aux autres organisations – UNSA, Solidaires, FSU. On saura en 2013 quelles organisations sont représentatives au plan national interprofessionnel. En attendant, il n'y a plus d'enjeu à plus ou moins fermer ou ouvrir le jeu. Cet aplanissement des conditions de la concurrence syndicale se manifeste déjà dans l'accès de Solidaires aux subventions prud'homales ou à certaines instances du «dialogue social» comme les conseils économiques, sociaux et environnementaux national et régionaux.

C'est au regard de rationalités antérieures qu'il devenait possible d'intégrer les organisations syndicales «non-représentatives» à l'intersyndicale. Ces dernières - la FSU, Solidaires, l'Unsa - étaient elles-mêmes soucieuses de ne pas se couper du cadre unitaire. En 2010, on assiste à une reconfiguration : le champ ne se partage plus entre organisations représentatives et non-représentatives, mais entre dominants et dominés dans le jeu syndical.

La réorientation stratégique de la CGT

C'est indéniablement la CGT qui porte avec le plus de volontarisme le cadre unitaire. Elle l'inscrit en effet dans la perspective stratégique de ce que ses dirigeants appellent le «syndicalisme rassemblé» depuis maintenant la fin des années 1990. C'est le choix d'un cadre unitaire sans exclusive, mais dont l'axe privilégié repose sur la relation avec sa principale rivale, la CFDT. Cette stratégie semble ici porter ses fruits, avec une fragilité intrinsèque liée évidemment au positionnement de la CFDT. Quelque part, le pari fait par la direction de la CGT semble donc gagné : celui d'adopter une posture ouverte, d'appel à la négociation, pour faire porter la responsabilité de la radicalisation du mouvement au gouvernement et «gagner l'opinion publique» ; celui de laisser les salariés «acteurs» décider de leurs façons d'entrer dans le mouvement et de leurs modes d'action ; celui de miser sur une intersyndicale incluant des organisations comme la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC.

Si la force du mouvement conforte la direction de la CGT dans ses choix - et la conforte sans doute auprès d'une large partie de ses adhérents -, elle n'enlève rien à l'ambiguïté de ces derniers. L'idée que c'est aux salariés de décider par eux-

mêmes, par respect des pratiques démocratiques - dimension qui est effectivement très importante - masque aussi une forme de retrait syndical : on ne veut pas que ce soient les équipes les plus militantes, celles prêtes à entrer en grève reconductible, à bloquer l'appareil de production qui portent le mouvement afin de mieux élargir celui-ci, de toucher d'autres salariés.

Dominants et dominés

En 2010, on assiste à une reconfiguration : le champ ne se partage plus entre organisations représentatives et non-représentatives, mais entre dominants et dominés dans le jeu syndical. Le changement de logique de représentativité est intégré et les organisations syndicales dominées s'accordent plus de liberté, celle-ci pouvant devenir une position distinctive. On le voit bien en particulier avec FO, dont la position est déstabilisée par la réforme - qui met fin à l'image des «trois grandes confédérations» - mais qui a les moyens de tenir une position autonome. Solidaires a de même pu s'autoriser une plus grande liberté en décidant de signer au coup par coup les déclarations de l'intersyndicale.

Parler à l'opinion publique

L'idée de parler en priorité à l'opinion publique, dans un rapport le plus souvent acritique à la notion de construction d'un rapport de force réel et aux instruments de sondage, constitue une étrange intériorisation de la faiblesse structurelle du syndicalisme français. L'opinion publique est saisie comme un tout flottant et cela conduit à évincer un discours qui prendrait appui sur une analyse en termes de classes sociales. Il s'agit d'appréhender comme une finalité décisive l'image du syndicalisme auprès de la population, cette bonne image - le syndicat comme un interlocuteur social légitime, responsable - étant posée comme une condition pour gagner des adhérents. Mais à l'opposé, ce discours conduit à fuir toute projection trop politique où il s'agirait de dire le «nous» mobilisé, à représenter le salariat dressé contre la politique menée en faveur des classes dominantes.

Un cadre démocratique ?

L'acceptation du pluralisme des options syndicales, et le choix fait par Solidaires et FO d'un côté, la CGC et l'UNSA de l'autre, d'assumer publiquement leurs désaccords à diverses occasions, a permis à l'intersyndicale de se présenter comme un cadre démocratique. Il ne s'agit pas d'un état-major syndical qui s'impose en écartant les opinions dissidentes, mais d'un cadre de coordination dont la diversité interne entre en résonance avec la pluralité des options auxquelles les salariés sont confrontés localement. De la sorte, l'intersyndicale s'est présentée comme un cadre souple qui n'empêchait pas d'autres formes d'action, plus radicales, dès lors qu'elles étaient décidées localement. Mais la logique même du cadre l'empêchait d'être la caisse de résonance de ces stratégies. On l'a vu dans l'attitude de l'intersyndicale, face à la dynamique de radicalisation – ancrage de la grève dans certains secteurs, actions de blocage et affrontements en marges des manifestations lycéennes. Si le communiqué du 21 octobre évoque la responsabilité du mouvement syndical, le soutien de l'opinion publique et «*le respect des biens et des personnes*», aucun soutien explicite n'est donné aux mouvements de grève en cours, comme si ces derniers n'avaient pas droit de cité dans ce cadre.

Pas d'os à ronger

Le fait que le gouvernement n'a plus joué le jeu des négociations, contrairement à 1995 ou 2003, qu'il n'a pas donné pas le moindre os à ronger, même aux syndicats les plus réformistes, a mis en échec leur stratégie, leur rôle privilégié d'interlocuteurs de l'état et patronat et les a obligé à adopter une posture syndicale et militante pour démontrer qu'ils sont encore indispensables. Cela les a conduit malgré eux à accompagner la radicalisation du mouvement malgré la peur qu'ils en ont et qu'ils expriment ouvertement. La participation massive des salariés a servi cette intersyndicale en lui permettant de dépasser ses tensions internes, sa faiblesse structurelle liée aux profondes divergences existant au sein de l'arc syndical.

Mais peut-on en conclure que «*Cela a permis de démontrer que la division syndicale était le plus souvent un fait injustifiable. Si nous étions dans les mêmes luttes avec les mêmes revendications, pourquoi ne serions nous pas dans la même confédération ?*» comme le rêve le CSR (Courant syndicaliste révolutionnaire) ?

Savoir s'il était possible de faire autre chose de ce potentiel exceptionnel de contestation renvoie à un débat important, mais ce débat n'a pas réellement pris.

Camille - Reims

Boulogne-sur-Mer : Une défaite mais pas la déroute...

En ne débordant pas le périmètre délimité par les centrales syndicales : des journées de grève espacées combinées à des actions le plus souvent symboliques, ce mouvement « contre la réforme des retraites » ne laissait présager qu'une défaite supplémentaire annoncée de longue date.
Pour autant, il serait facile de s'en tenir à ce seul constat et de passer sous silence tout ce qui, dans le cadre imposé aussi bien qu'à sa marge, le plus souvent au sein des deux à la fois, révéla une volonté, certes minoritaire, mais bien réelle, de lutter. C'est en cela, peut-être, que cette défaite n'en est pas définitivement une... Voici quelques éléments épars qui traduisent cette impression à partir des semaines de protestation telles qu'on a pu les vivre à Boulogne-sur-Mer.

D'abord, reconnaissons qu'en dehors des syndicats, personne ou presque ne posa dans la forme comme sur le fond la question de la lutte autour des retraites. L'emprise syndicale put donc se déployer sur le seul registre qui vaut pour elle : la destruction d'acquis sociaux en prise avec le rôle gestionnaire qu'exercent certaines confédérations au sein de l'appareil d'Etat : caisses de retraites, sécurité sociale, mutuelles etc...

C'est donc à leur propre reproduction et dans l'attente de la loi sur la représentativité de 2013 que les centrales ont travaillé dans l'unité que l'on sait. De fait, on pouvait craindre que seule une fraction des travailleurs répondrait à l'appel. Celle

encore garantie par un statut déjà bien mis à mal ou échappant - pour combien de temps encore - à la précarité ; autant dire les salariés de la fonction dite publique. Ce ne fut pas complètement le cas. C'est d'ailleurs un des traits notables de ce mouvement qu'un nombre de travailleurs d'entreprises privées y aient occupé une place et joué un rôle à part entière.

Le privé dans la grève et dans l'action

Les cheminots répétant que cette fois ils ne porteraient pas le mouvement, à Boulogne sur mer, ce sont deux entreprises de l'industrie alimentaire qui les premières investirent le terrain. Ces boîtes en lutte à l'interne durant les semaines et les mois qui précédèrent la mobilisation en assureront pour une part le déroulement. Elles reconduiront la grève sur plusieurs jours, puis multiplieront les arrêts sur des modalités propres à l'organisation du travail posté. A leur tour, d'autres boîtes saisiront le relais. Pourtant, à aucun moment elle ne se rejoindront sur un temps commun en dehors des journées d'action. La faiblesse des salaires explique cela, comme la précarité mais sans doute aussi la difficulté à se projeter, à esquisser des contours un peu assuré à la lutte. On pourrait également y entendre la manœuvre d'appareils syndicaux passant en revue des troupes potentiellement mobilisables. Mais on ne saurait ignorer que la crise a réactivé dans certains secteurs des réflexes de lutte qu'une mobilisation, même en trompe l'œil comme celle des retraites, a pu confirmer.

Prendre l'initiative, même si…

Le cadre intersyndicale ne s'est imposé ici qu'après une habile reprise en main par l'UL CGT. A deux reprises, et en marge de l'intersyndicale, une assemblée ouverte composée de travailleurs des secteurs privés et publics se réunit à la bourse du travail. Au sein de cet espace s'exprima la critique de la stratégie des journées sans lendemain. On y partagea la nécessité mais aussi l'envie d'un véritable rapport de force inscrit sur le terrain économique. La question de la reconduction et de l'élargissement de la grève fut au cœur des échanges. D'emblée, le blocage s'imposa comme la forme d'action à mettre en œuvre avec un double objectif : porter un coup au patronat local et appeler les travailleurs d'abord occupés à manifester à venir nous rejoindre. Ce ne fut pas totalement un échec. D'abord parce que la tentative de blocage de la zone portuaire où se concentrent les entreprises de transformation de produits de la mer eut lieu. Elle se répétera d'ailleurs avec plus de succès quelques semaines plus tard. Mais il était clair que l'appareil cgtiste jusque là absent du terrain s'empressa de cisailler toute nouvelle tentative en recourant aux bonnes vieilles techniques de manipulation.

Une coquille intersyndicale sans réel mouvement

Si la CGT put s'imposer aussi facilement durant ces deux mois, c'est qu'à contrario de 2003 bien peu de travailleurs étaient en grève. Rappelons qu'il y a sept ans, ce furent essentiellement des grévistes non syndiqués qui portèrent le mouvement à bout de bras. Cette fois, la CGT eu beau jeu d'enserrer ses partenaires tout en jouant la partition du *«je t'aime moi non plus»* avec un Solidaire empêtré dans ses propres contradictions.

Maintenant, quel sens donner au programme d'actions concocté par la CGT et ratifié par ses consœurs durant trois semaines. En martelant qu'il ne fallait pas brader le capital de sympathie engrangé auprès de l'opinion, on ne pouvait pas s'attendre à grand chose. Et en effet, il ne se passa rien, ou … presque. Les actions ont put se déployer car pour la plupart elles ne frappaient pas directement les intérêts du patronat. Et lorsqu'à la marge, elles y parvenaient partiellement par un débordement de circonstance, le grand frère syndical admonestait contre *«la mise en danger d'activités déjà fragilisées»*.

Les actions de terrain ont d'abord servi de soupape à une base syndicale un peu déboussolée par une mobilisation qui n'en n'était pas vraiment une. Elles permirent ainsi d'entretenir le spectacle entre deux dates nationales. La plupart du temps négociées avec la police, elles prenaient fin à l'heure dite. Si bien que la formule de la CGT : *«Nous n'avons pas poursuivit mais sachez que cela est remonté en haut lieu…»* ne laissait planer aucun doute sur le sens de toutes ces mises en scènes.

La gauche syndicale dans cette histoire

La minorité syndicale organisée localement dans et autour de Solidaire offrit un espace à partir duquel il fut parfois possible de desserrer l'étau, de modifier le sens et la portée de certaines actions. En soi ce n'est pas négligeable. Mais enfin, tout cela est resté relativement anecdotique. Les limites sont d'ailleurs apparues rapidement. Ensuite, la position partagée localement par l'ensemble des Sud en opposition avec celle de Solidaire national rendait la situation certes intéressante, mais confinait à l'impuissance en l'absence d'une véritable dynamique portée par les travailleurs. Un peu partout dans les défilés, les cortèges Solidaires sont apparus comme pourvus et offensifs, pour autant, ces manifestants là n'ont pas dans leur grande majorité investi d'avantage le terrain que leur homologues cégétistes ou autres. Faut-il comprendre que même «sudiste» un manifestant demeure pour le moment un manifestant et rien de plus ? C'est un fait, ou alors comment expliquer que sur la dizaine de milliers d'adhérents de Solidaire-Nord-pas-de-Calais, une fois encore, seule une minorité ait franchi le pas. Par ailleurs, dans leur grande majorité, là où elles sont structurées, les sections de la gauche syndicale n'échappent pas à l'influence du jeu traditionnel ni à celui des vassalités en cascade. Une réalité qui même lorsque l'on sort du strict champ de sa boîte continue de peser et d'influer sur la manière d'aborder la construction d'un mouvement.

Xavier
Boulogne-sur-Mer.
19/11/10

Assemblées générales interpro Pays Basque

Cette forme horizontale et transversale d'organisation et de lutte est une réelle nouveauté à Bayonne. Au cours des grandes mobilisations précédentes (en particulier en 1995 et 2003), il y avait eu des Assemblées de grévistes, mais convoquées et dirigées d'une main ferme par la brochette des responsables des gros syndicats, en particulier la CGT et la FSU, qui cherchaient à privilégier la séparation par secteurs professionnels.



Cette fois-ci, l'Intersyndicale n'a jamais voulu appeler à des AG, même les jours de grève ou de manifestations.

C'est donc le collectif Oldartu («Se révolter»), constitué de militant-es de syndicats ouvriers «minoritaires» (LAB, syndicat des travailleurs-ses abertzale ; CNT ; Solidaires), du syndicat paysan basque (ELB), d'un collectif d'étudiants abertzale («Ikasi eta Irauli» = «Apprendre et révolutionner»), de groupes politiques de gauche tels que NPA, Batasuna, Abertzaleen Batasuna, Segi, du collectif ATTAC, ainsi que d'individu-es encarté-es nulle part, qui a lancé l'initiative d'assemblées générales dès la grève du 7 septembre.

«Oldartu», dont LAB est à l'initiative, est né du constat que les grèves saute-mouton programmées au cours de l'année 2009, si elles avaient montré un fort potentiel de mobilisation, avaient confirmé l'inanité de mobilisations ponctuelles sans lendemain ni enjeu réel et laissé beaucoup de monde, frustré par le manque de perspectives dans la construction d'un rapport de forces efficace face aux attaques du pouvoir. D'autant que la crise financière mettait en évidence l'urgence de se rassembler et de se mobiliser face à l'aggravation de la situation sociale et aux mesures prises par le gouvernement (sauver les banques, aider les entreprises… sur le dos des travailleurs-ses et des chômeurs-ses), mais aussi pour revendiquer des changements plus profonds dans le modèle de développement, le partage des richesses ou l'application réelle des droits sociaux.

Le Collectif s'est donné pour objectif, un peu à la manière de la plate-forme LKP en Guadeloupe, de favoriser la convergence des luttes syndicales, sociétales, alternatives et se présente comme un lieu et un outil autres pour lutter localement. Pendant plus d'un an, Oldartu a expérimenté l'exercice difficile de travailler avec des organisations de natures différentes et des personnes diverses ; ceci non pour des mobilisations ponctuelles ou sur un terrain de lutte précis, mais sur des axes à long terme : défense des travailleurs-ses et lutte contre toutes formes de précarité ; respect des droits sociaux fondamentaux ; autres modes de production et de consommation ; respect des libertés individuelles et collectives.

L'appel à des AG Interpro dès la grève du 7 septembre contre la réforme des retraites entre donc parfaitement dans la stratégie d'Oldartu (qui s'était engagé sur ce terrain dès le printemps, avançant la nécessité de préparer une riposte unitaire et de masse, une grève générale avec pour objectif le retrait du projet de réforme, mais aussi le retour aux 37,5 annuités pour toutes et tous).

Le champ de ces AG interpro a été laissé complètement vacant par les bureaucraties syndicales locales, qui les ont totalement ignorées. L'UL CGT a même refusé tout travail en commun. Sur le terrain professionnel, il n'y a guère eu que des AG intersyndicales de cheminots, qui ont été quotidiennes à Bayonne et à Hendaye, pendant la semaine où ils ont reconduit la grève.

Ces AG interpro se tiennent dans une salle de la Bourse du Travail. Certaines se sont faites dehors, au beau milieu des carrefours ou des ponts, à l'issue des manifestations.

Au début, y participent des grévistes (surtout du secteur public : enseignement, poste, impôts, hôpital, pôle emploi, ou assimilés : SNCF ; très peu de lycéen-nes et d'étudiant-es), des non grévistes (retraité-es, chômeurs-ses). S'y côtoient des syndiqué-es (LAB, CNT, Sud, FSU, CGT), des non syndiqué-es ; des politiques (Front de gauche, NPA, Abertzaleen Batasuna, Batasuna). Y participent aussi Attac, Bizi (une association socio-écologique), rejoints à la mi-octobre par les membres du Collectif Retraites Pays Basque qui avaient fait une campagne de contre-information en mai-juin sur la réforme des retraites.

Petit à petit, le nombre de participant-es à l'AG interpro a augmenté : une cinquantaine à la première AG, début septembre, puis 70, puis plus de 100 ; dans la rue, plus de 300… Puis, à partir de fin octobre, le nombre s'est peu à peu réduit, au fur et à mesure que la reprise du travail s'est faite localement et surtout dans tout l'hexagone.

En septembre, ces AG ont suivi le rythme des grèves (l'AG s'est appelée alors AG des grévistes), soit reconduites comme pour les cheminots et quelques enseignants, soit ponctuelles ; puis, quand il n'y a plus eu personne à faire grève, les AG ont eu lieu tous les soirs pour décider du contenu des tracts à diffuser et des actions à mener le lendemain même.

L'idée d'une information autonome a été très vite envisagée : ont été mis en place un site web pour rendre compte des actions (http://greve enpaysbasque.net), l'envoi d'un compte-rendu de chaque AG aux participant-es qui font suivre à leur

tour l'info, un numéro de téléphone qui fixe le rendez-vous primaire de chaque action au jour le jour.

Les discussions entre les participantes n'ont pas porté sur le contenu de la réforme des retraites. Le consensus s'est fait sur une seule revendication unifiante: «La grève et la lutte... jusqu'au retrait». Un débat récurrent a porté, au début, sur l'interpellation ou pas de l'Intersyndicale pour l'amener à changer sa stratégie-bidon de grèves et de mobilisations en pointillé ne pouvant conduire qu'à l'impasse ; ce débat a révélé des analyses divergentes sur le rôle et les intentions des syndicats. L'appel lancé par l'AG est «Grève générale», mais il a bien fallu reconnaître que ce mot d'ordre était illusoire : ceux-celles de l'AG étant soit militant-es de syndicats minoritaires soit minoritaires au sein de leurs syndicats, ils-elles sont impuissant-es à donner la moindre impulsion à une grève durable et massive ; ils-elles ne pèsent pas lourd dans le rapport de forces face à l'Intersyndicale (et au Pouvoir), et ils-elles finissent par comprendre que les confédérations et leurs alliés n'ont aucune intention de renforcer la dynamique de lutte ni de provoquer la moindre crise politique profonde.

Cette conscience des limites n'empêche pourtant pas l'action collective. Ainsi, le choix est fait de contourner l'Intersyndicale, ou plutôt d'agir en se passant d'elle, même si quelques actions se sont faites avec elle. Et pour compenser l'absence d'une grève générale et durable, les voies de la lutte et de la résistance ont emprunté des canaux parallèles, pour entretenir et développer le mouvement et pour continuer à inviter à la mobilisation et à la grève. C'est donc à une série quasi quotidienne d'actions d'occupation et de blocage qu'ont appelé les participant-es de l'AG, avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il y avait alors les exemples de poids des travailleurs des raffineries, des ports et des transports et que d'autres actions de ce type se réalisaient partout dans l'hexagone. L'appel lancé au «blocage de l'économie» ne pouvant être traduit dans la pratique par l'arme de la grève, c'est l'action symbolique de corps occupant ou entravant collectivement des espaces du pouvoir politique et économique qui prend le relais de la grève : opérations-escargots sur l'autoroute Bayonne-Hendaye ; occupation de mairies UMP, du siège du Medef, de la Caisse d'assurance vieillesse, de la sous-préfecture ; blocage des camions venant d'Espagne pour ravitailler les stations d'essence, blocages des ponts et/ou des grands axes de la ville, de la zone portuaire, de l'aéroport, de banques, de l'agence AXA...

Actions symboliques donc, et évidemment bien insuffisantes pour «bloquer l'économie», mais pas pour autant dépourvues de sens et d'intérêt. Sur le plan idéologique, elles permettent de dénoncer les rouages d'exploitation et d'oppression du système capitaliste ; de plus, elles entretiennent un climat d'agitation quotidienne. Sur le plan de l'auto-organisation, la décision et la réalisation de ces actions créent et resserrent des liens entre les acteurs-trices et entretiennent un climat joyeux et solidaire.

C'est d'ailleurs en prenant exemple sur cet élan auto-organisationnel à Bayonne que des militant-es de LAB du Pays Basque Intérieur ont pris l'initiative d'appeler à la mi-octobre à la constitution d'un Collectif interpro coordonnant 5 cantons ruraux, afin de regrouper des forces jusque-là éclatées et de pouvoir agir ensemble. Cette initiative a été tardive (les gens de l'intérieur du pays ayant toujours eu l'habitude de se déplacer jusqu'à Bayonne pour y manifester et pour y participer aux AG), mais le début de réseau déjà constitué répond vraiment à une attente, à un besoin d'organisation et à une volonté d'agir collectivement dans des lieux éloignés des gros centres urbains : ainsi des manifestations d'une centaine de personnes ont été faites dans quatre bourgs (Mauléon, Saint Palais, Saint Jean-Pied-de-Port, Hasparren) et d'autres actions collectives sont prévues.

En conclusion, l'AG interpro de Bayonne, qui a pris ses distances avec les logiques de l'Intersyndicale et qui les conteste, n'a pas surgi spontanément ni de rien ; elle a trouvé un terrain propice grâce à la dynamique collective impulsée par une structure inscrite dans la permanence comme Oldartu. La forme d'organisation choisie dans cette lutte représente une réalité nouvelle et originale. Elle laissera des traces et des formes d'organisations, d'actions qui serviront pour les luttes à venir, pourvu que des bilans soient tirés collectivement et que les réseaux constitués, les habitudes de réfléchir, de débattre, de décider et d'agir ensemble se consolident dans la durée.

Une remarque, pour finir : les paysannes n'ont pas participé de façon collective à la mobilisation, sinon de rares fois et à titre individuel. Au Pays basque, c'est d'autant plus regrettable que le syndicat ELB défend des positions intéressantes et qu'il s'est impliqué dans la naissance d'Oldartu. Quant aux lycéen-nes, ils-elles ont agi la plupart du temps entre eux-elles, et jusqu'aux vacances de la Toussaint seulement. Les étudiant-es, malgré quelques velléités, ne sont pas entré-es dans le mouvement.

Pays Basque



La grève et la lutte jusqu'à la victoire

Loire-Atlantique : L'Assemblée Générale Interprofessionelle du 44 (AGIP 44)

C'est le 15 octobre que se constitue l'AGIP 44 à l'initiative de salarié-e-s (en grève depuis le 12) de la CARSAT, de l'Inspection du Travail, de la DSI Nantes métropole, et d'enseignants. Elle fonctionne en assemblée générale ouverte tous les midis Place Bretagne (près du centre ville), et regroupe cent à deux cent personnes (au plus fort du mouvement). Bien sûr la composition fluctue dans le temps, avec une majorité féminine notable, avec de plus en plus de précaires et chômeuses, de même que de militant-e-s divers et variés. A chaque AG est élu le bureau pour la journée, avec rotation d'un tiers environ des membres. Un site-liste mail est rapidement ouvert : agip44.wordpress.com. Le but de l'AGIP 44 est d'élargir la grève, renforcer les secteurs en lutte (boîtes, lycéens,...), bloquer différents secteurs de l'économie ou axes de circulation, réfléchir aux meilleurs moyens de rejeter la réforme. Mais les initiatives varieront selon les propositions des présents, comme d'aller au monument à la Résistance pour rappeler les mesures du Conseil de la Résistance de 1945 (sécurité sociale, retraites, ...), menacées par la réforme en cours. Sur Nantes, les cheminots se réunissent aussi en AG quotidiennes pour la reconduction de la grève, mais la CGT garde jalousement ses ouailles éloignées des pollutions assembléaires intempestives.

Le déroulement du mouvement, à Nantes comme ailleurs, est scandé par les journées de grève-manifs de l'intersyndi-

cale hexagonale, entre lesquelles des actions se déroulent. L'intersyndicale nantaise définit elle aussi ses objectifs, en prenant soin de ne pas se mélanger à l'AGIP44 (parfois les blocages se déroulent dans la même zone industrielle, à quelques «pâtés» d'entreprises l'un de l'autre...) : soutien aux piquets de la raffinerie de Donges, blocage de l'aéroport, du tri postal d'Orvault... Mais, comme à l'aéroport, des camarades remarquent que le blocage est plutôt symbolique (la maréchaussée défend même les bloqueurs et bloqueuses contre certains voyageurs exaspérés, deux avions sur trois décollent). Quand les lycéens, soutenus par l'AGIP44, bloquent à 5h du matin le pont de Cheviré - un des deux passages du périphérique nantais sur la Loire - les pandores apportent leur contribution en fermant complètement le trafic avec leurs véhicules... Curieuse ambiance nantaise qui contraste en partie (dans les manifs lycéennes notamment, les baceux sont bien présents...) avec la rudesse systématique prévalant à Saint-Nazaire, Lorient ou Rennes.

L'AGIP intervient lundi 25 octobre à 5h dans la banlieue industrielle est, pour bloquer l'entrée d'une boite de transports routiers, la Sopitra, qui compte près de 500 chauffeurs avec plusieurs dépôts répartis dans l'Hexagone. Les heures supplémentaires impayées depuis six mois se comptent par centaines pour certains salariés. Les dépôts attendraient un signal de Nantes pour rentrer en grève... Bref, le feu de palettes allumé devant le portail attire des cognes qui nous causent Hegel et situation internationale (!) mais ne fait pas plaisir aux deux patrons... les chauffeurs un peu estomaqués soutiennent discrètement. Finalement le délégué CGT appelle les gars à sortir dans la rue, la grève est votée à l'arrachée (d'où une euphorie dans les rangs *agipiens*). Pendant ce temps-là les supermarchés téléphonent à qui mieux mieux, un huissier constate l'obstruction au droit du travail, un mouchard nous photographie sous tous les angles. Ambiance... A midi l'AGIP confie le portail aux grévistes et lève le camp. Dans l'après-midi les dépôts ne partent pas en grève, le patron et ses acolytes frappent le délégué, repoussent le feu et font sortir à toute vitesse les camions. Finalement le lendemain, un compromis est obtenu : retrait réciproque des plaintes, arrêt de la grève et paiement des heures supplémentaires. Incroyable !? L'histoire ne s'arrête pas là, malheureusement : le patron est revenu sur ses promesses et veut payer les majorations d'heures non plus à 50 % mais à 8 %. Une nouvelle intervention de l'AGIP sera tentée mardi 23 novembre, mais le mouvement est retombé et à une quinzaine nous ne faisons plus le poids.

Cette action de l'AGIP44 ressemble aux initiatives du Collectif de Solidarité qui fonctionne sur Paris depuis 2001, en soutien extérieur à des salarié-e-s en lutte (l'exemple le plus connu est celui des femmes de ménage immigrées de la chaîne hôtelière Arcades ; un film *«Remue Ménage dans la sous-traitance»* a été réalisé et sera projeté pour sa première à Marseille le 13 janvier prochain ; site dédié : http://remue-menage.360etmemeplus.org/). Une coordination hexagonale des AG interpro organisée par l'AGIP44 se tient à Nantes le samedi 27 novembre ; peut-être que cet exemple de pratique du Collectif Solidaire pourrait inspirer un réseau de collectifs ouverts, mêlant salariés, précaires, retraités, pour intervenir dans les entreprises selon les besoins des employé-e-s et soutenir les rapports de force si défavorables actuellement pour les prolétaires. A suivre.

Gégé - Nantes, le 24/11/10

Retour sur un mouvement de grève à la SNCF

Rappelons pour commencer par rapport aux mensonges de la plupart des médias aux ordres que les cheminots sont directement concernés par la contre réforme des retraites promulguée dans la nuit début novembre.

Pour le moment, en attendant les décrets d'application qui pourraient révéler des mauvaises surprises, les cheminots devront «simplement» attendre janvier 2017 pour commencer à se manger en pleine poire les effets de cette nouvelle régression sociale.

En effet ceux-ci sont déjà en train de subir les effets de la contre réforme des régimes spéciaux de retraite de l'automne 2007 : allongement de la durée de cotisation pour bénéficier du taux plein passant progressivement de 37,5 années à 41 ans (premiers effets commencés au second semestre 2008) et, seconde punition, décote progressive entrée en application depuis le second semestre 2010.

A terme, sauf si les cheminots prolongent de deux ans et demi leur carrière, la rémunération de leur pension sera diminuée de l'ordre de 20%.

Les soi-disantes négociations qui avaient permis notamment à la CGT cheminot de se retirer du mouvement de l'automne 2007 compenseront de l'ordre de 3% la diminution de la pension...

Donc à partir de 2017, progressivement là encore et jusqu'à 2022 environ, les cheminots devront au minimum faire 2 ans de "rab" puisque l'âge légal de départ pour les mécaniciens sera repoussé de 50 a 52 ans et pour les autres de 55 à 57 ans.

De plus, pour ne pas subir une baisse drastique de leur pension due à la décote, pour annuler les effets de celle-ci et partir avec une pension qui ne soit pas une misère, les cheminots devront attendre 55 ans et 3 trimestres pour les mécaniciens et 60 ans et 3 trimestres pour les autres. Bien entendu, la durée de cotisation pour bénéficier du taux plein continue également d'augmenter : 41ans et demi, puis 42 ans et ainsi de suite....

Ce qui fait qu'en à peine 3 ans les contre-réformes successives de fait impliqueront à terme que le départ effectif en retraite des cheminots aura été rallongé de près de 6 ans.

Si l'on veut comprendre la grève à la Sncf, il faut faire un retour en arrière sur les précédentes luttes.

2003

C'est la contre-réforme des retraites touchant la fonction publique - mais excluant pour un temps les régimes spéciaux de retraites - après le privé de 1993 et le recul du gouvernement Juppé sur les régimes spéciaux de 1995.

C'est un échec au niveau interprofessionnel et, à la SNCF, c'est la division syndicale puisque le syndicat autonome des mécaniciens, deuxième syndicat dans cette catégorie (aujourd'hui rattaché à la CFDT), quittera le mouvement dès les premiers jours de la reconduction de la grève, de même qu'un peu plus tard la CFDT, et que la CGT jouera à son habitude un double jeu entre radicalité dans certains endroits et affaiblissement dans d'autres. Tandis que Sud rail s'épuisait à vouloir reconduire le mouvement.



Malgré tout, les cheminots furent loin d'être absents de ce mouvement, puisque, lors d'un premier temps fort comme on les appelait à l'époque, le 13 mai 2003 plus de 60% de l'ensemble des cheminots étaient en grève.

Le lendemain la CGT refusait de se servir de ce levier puissant pour reconduire la grève et il fallut presque 3 semaines pour repartir en reconductible pour 10 jours mais avec une grève qui déclinait de jour en jour du fait de la division syndicale à la Sncf et du déclin de lutte au niveau interpro.

2006

Je passe sur la victoire contre le CPE, l'une des dispositions de la loi sur l'égalité des chances du gouvernement Villepin, car mises à part quelques faibles mobilisations lors de journée d'action - excepté la symbolique du fait que l'on peut gagner contre un projet voté -, cette lutte n'a pas marqué suffisamment la mémoire collective des cheminots.

2007

Très rapidement après l'élection de Sarkozy, celui-ci veut très vite régler ses comptes avec ceux qui avaient mis en échec le gouvernement Juppé en 1995 ; c'est la contre-réforme sur les régimes spéciaux touchant, pour faire court, principalement SNCF, RATP, EDF GDF.

Très forte mobilisation historique à la Sncf puisque, le 18 octobre 2007, il y a 66% de grévistes. La CGT, comme un peu en 2003, reporte à novembre l'éventualité de la reconduction de la grève et, après 2 semaines de grève, celle-ci est suspendue pour ne jamais reprendre après l'ouverture de négociations visant à annuler soi-disant les effets de cette contre-réforme.

En 2007, les régimes spéciaux furent seuls dans la lutte et les cheminots eurent la très nette impression d'être livrés à la vindicte organisée conjointement par gouvernement et médias réunis.

2010

Les cheminots savent qu'ils seront concernés par cette nouvelle contre-réforme même si les effets sont différés de quelques années, mais c'est vécu comme une deuxième couche après celle de 2007, la division syndicale est vécue également comme une des causes principales des échecs précédents, comme la mobilisation d'avril 2010 sur la casse du fret ferroviaire.

De même qu'aujourd'hui les attaques concernent l'ensemble des travailleurs, c'est une riposte concernant l'ensemble des salariés qu'il faut rechercher.

Pas question d'être la locomotive du mouvement et que les autres fassent grève par procuration comme en 1995.

De fait les mobilisations de septembre lors des journées d'action sont relativement fortes, plus d'un tiers de grévistes toutes catégories confondues ; les tentatives de reconduction de la grève sont des échecs à ce moment, mais l'idée de grève reconductible fait son chemin dans toutes les équipes syndicales, la conscience du niveau d'affrontement qu'il faudra atteindre, la colère sourde qui s'exprime font que cette idée progresse.

Autres éléments, il y a des élections professionnelles en mars 2011 avec renouvellement pour 3 ans des mandats, et avec l'enjeu des nouvelles lois sur la représentativité syndicale, aucune organisation syndicale n'a envie d'être présentée comme le vilain canard qui refuse de s'opposer au projet Sarkozy, ni qui refuse l'unité syndicale.

Ce contexte explique sans doute qu'à la SNCF l'unité syndicale (syndicats représentatifs ou ceux cherchant à le redevenir) à été rendue possible et de fait a été une condition pour que la grève reconductible puisse avoir lieu à la SNCF.

Cette grève reconductible a débuté le 12 octobre et s'est terminée officiellement le 7 novembre.

Lors des journées d'action, on a frôlé les 50 % de grévistes, puis au fil du temps de l'ordre de 30 % puis 20 %. Et entre ces journées, cela tournait autour de 20 % la première semaine, 15 % la deuxième et moins de 10 % la troisième.

Bien sûr tout cela n'était pas uniforme, à la fois entre les régions - avec des régions fortement mobilisées comme le Midi Pyrénées, le Languedoc Roussillon, la Normandie, l'Auvergne - et entre les catégories fortement mobilisées chez les roulants (mécaniciens à plus de 60 % et contrôleurs à plus de 50% la première semaine).

L e paradoxe de cette grève, c'est que d'une part c'est l'unité syndicale qui a permis que cette grève reconductible puisse avoir lieu, et d'autre part c'est la non remise en cause de l'intersyndicale nationale qui n'a pas permis de la contourner et de la dépasser.

Les cheminots étaient en attente illusoire d'un appel clair à la généralisation de la grève, notamment lors le l'intersyndicale du 20 octobre qui suivait la forte mobilisation dans la rue de la journée du 19 octobre.

Peu de grévistes ont ressenti le communiqué refusant d'appeler à la généralisation de la grève, et reportant les journées de mobilisations au 28 octobre et 6 novembre, comme des coups de poignard dans le dos mais plutôt comme des espoirs déçus.

Ainsi, sauf de manière marginale, la question de l'auto-organisation des grévistes ne s'est pas posée – à savoir, c'est aux grévistes de décider de leur grève et non aux bureaucraties syndicales.

De fait, devant l'absence de généralisation de la grève et après cet espoir déçu de l'intersyndicale, la grève a fortement décliné à la SNCF.

Par ailleurs, de manière générale, la participation des cheminots aux actions interprofessionnelles est restée trop minoritaire ; la culture cheminote, l'esprit de corps qui parfois donnent de la cohésion, sont, face aux attaques globales du pouvoir, un frein aux actions interprofessionnelles et touchant les chômeurs, les précaires, les étudiants, les lycéens.

Les cheminots sont restés globalement dans leur corporation alors que pour gagner il fallait joindre ses forces aux autres. C'est un point de vue, peut-être trop «parisien» où l'interpro a été très faible ...

Pour l'avenir des luttes, et face aux nouvelles attaques qui ont déjà commencé, et pour cette fois gagner, l'auto-organisation des luttes doit dès maintenant se poser, de même que les liens interpro qui ont commencé à se tisser devront se poursuivre .

Christian - Paris

Les grèves dans les raffineries : blocage de l'économie ou « blocage » du mouvement ?

Les grèves au sein de l'industrie pétrolière, en particulier dans les raffineries et les grands ports, ont joué un rôle important dans le mouvement de cet automne. Les raffineries notamment ont drainé autour d'elles de nombreux soutiens et une solidarité financière importante. S'il est vrai que le blocage partiel de l'alimentation des pompes en carburant a semblé accroître un temps la force des mobilisations, ces grèves partielles portaient en elles-mêmes des limites. L'attrait et la puissance apparente du « blocage de l'économie » que cela devait générer ont concentré les efforts sur ce secteur, au détriment d'autres actions ou réflexions plus critiques.

A la fin du mois de septembre, alors que le mouvement contre ladite réforme des retraites commençait à prendre forme, le Port de Fos Lavéra de Marseille se met en grève le 27 pour s'opposer à un projet de restructuration. Puis le mardi 12 octobre les autres ports pétroliers (le Havre et Donges) se mettent en grève, suivis progressivement par la majeure partie des raffineries du pays. Elles rejoindront le mouvement de différentes manières, notamment en fonction de l'entreprise dont elles font partie. Sur les douze raffineries existant en France, la moitié appartiennent au groupe Total. L'une d'elles -Dunkerque- est déjà à l'arrêt depuis 2009 et les salariés bloquent les stocks de produits finis qui y sont entreposés. Quatre autres se mettent en grève le mardi 12, avec, à Donges, Grandpuit et La Mède, la mise en place d'un arrêt partiel qui prend plusieurs jours. Par exemple à Donges l'arrêt partiel prends deux jours, mais permet un redémarrage rapide, en deux ou trois jours. A Feyzin, seule raffinerie de Total où la CGT n'est pas majoritaire -c'est la CFDT qui l'est-, la grève sera votée en AG le lendemain. Les salariés vont alors arrêter la raffinerie, sans cependant vider les cuves. Cette opération prends 5 jours, contre une dizaine pour un arrêt avec vidange, mais permet de redémarrer en cinq jours également ; alors qu'un arrêt total nécessite plusieurs semaines de remise en marche... Dans les autres raffineries la mobilisation prendra plusieurs formes, la grève étant souvent partielle. Parfois la production est réduite au minimum technique, dans certains cas seules les expéditions de produit finis sont bloquées mais pas la production. A l'extrême, la raffinerie alsacienne de Reichstett n'a fait qu'une heure de grève le 15octobre, autant dire rien que de très symbolique. Les raffineries situées autour de l'étang de Berre sont, elles, touchées par le manque de brut à cause du blocage du port de Marseille. Elles produisent donc peu, et certaines sont mises à l'arrêt autant à cause de la grève en elle-même que pour cette raison. De nombreux soutiens, c'est à dire des personnes appartenant à des catégories sociales variées, et impliquées dans la lutte de diverses façons, sont venus prêter main-forte aux salariés du secteur. Généralement en venant sur les piquets, ou en organisant une solidarité financière passant par les syndicats. Puis à la fin du mois, les 28 et 29 Octobre, la grève prends fin et l'activité et remise en marche progressivement. Sauf vers Marseille, où le blocage du port autonome qui a duré plus d'un mois gêne le redémarrage des raffineries (80 navires attendent dans le port de décharger leurs produits pétroliers). La grève au port de Fos s'arrête également le vendredi 29, les travailleurs ayant notamment eu l'assurance d'un emploi garanti, quelles que soient les modifications de statut de leur entreprise. De fait, le vendredi, seule la raffinerie ESSO de Fos-sur-Mer fonctionne, mais à minimum et en puisant dans ses stocks stratégiques de brut.

Un blocage pas vraiment total

Le blocage était donc partiel, car la filière de la distribution dispose de nombreux stocks, et des circuits parallèles de distribution ont commencé à se mettre en place en utilisant les capacités de raffinage des pays voisins de la France. De plus, ce blocage qui était vu comme une conséquence des grèves des raffineries, tenait en fait beaucoup sur le blocage des ports qui alimentent le pays en pétrole brut ; une partie des raffineries n'étant pas réellement à l'arrêt mais plutôt en service minimal. Par ailleurs, le blocage des ports ne pouvait à lui seul entraîner l'arrêt complet du raffinage, puisque une bonne partie du brut arrive en France via les pipeline européens (environ 40 % à priori, peut-être un peu plus). Ces oléoducs sont contrôlés par des organismes supranationaux associant Etats et multinationales du pétrole, et éventuellement liés à l'OTAN dans certains cas. Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler ici qu'en France la quasi-totalité du réseau d'oléoducs appartient soit à l'Armée, soit à l'Office de Défense Commune (ODC, ex-réseaux de l'OTAN), même si les seconds sont parfois gérés et entretenus par des sociétés commerciales classiques, avec la participation de militaires néanmoins.

En 2010, le mouvement des raffineries contre les délocalisations

On ne connaît pas encore les accords ayant entraîné la reprise du travail dans les raffineries ; les syndicats, CGT en tête, n'ayant pas trop communiqué la-dessus. Rappelons-nous cependant que 2010 fut riche en mouvements dans ce secteur, notamment en début d'année suite à la décision de fermeture de la raffinerie Total de Dunkerque. Des mouvements de grève avaient alors eu lieu dans les raffineries du groupe, dans le but de lutter contre la délocalisation du raffinage. Total est en effet en train de construire de nouvelles raffineries dans le golfe persique, plus grosses, plus polyvalentes, et donc rapportant plus de pognon. Après ce mouvement de début d'année, un moratoire sur les fermetures de raffineries en France a été obtenu par les syndicats jusqu'en 2015. Les salariés ont obtenu la certitude de garder leur emploi quoi qu'il arrive, même si la perspective de se retrouver reclassés aux Emirats ou en Arabie n'a pas l'air de tous les enchanter... D'ici là, les industriels du pétrole vont continuer ici leur sale boulot, en attendant le transfert du raffinage dans les pays du golfe. En effet là-bas les coûts salariaux sont plus légers, et les normes de sécurité et de pollution bien moins contraignantes. Il est donc plus rentable

de traiter le pétrole dans les pays arabes, en plus des avantages procurés par la proximité des puits. Concrètement, au lieu de transporter comme maintenant du pétrole brut, on transportera les produits raffinés (essences, gazole, goudrons, etc) vers les points de consommation : Europe, USA, mais aussi l'Asie -essentiellement la Chine et l'Inde-, qui est plus proche de l'Arabie Saoudite que de l'Europe. De toute façon, les raffineries françaises fonctionnent déjà à moins de 70% de leurs capacités, et la demande en produit pétroliers en Europe diminue avec la crise et les évolutions de la consommation d'énergie. De là à conclure qu'il y a encore trop de raffineries en France, il n'y a qu'un pas que les groupes pétroliers ont vite franchi. Certes, les choix des usines à garder et à fermer se font en concertation avec les Etats, les instances Européennes, voire l'Agence Internationale de l'Energie qui «aide» à réguler ce secteur d'activité au niveau mondial. Mais au final une bonne partie des raffineries dans le monde occidental, France incluse, sont condamnées à disparaître. Il paraît évident de s'en féliciter, tant ces monstres participent de la domination du Capital. Mais si elles s'en vont, c'est pour mieux réapparaître sous d'autres contrées, en Asie ou au Moyen-Orient...

Le pétrole, une industrie mortifère

La mise en grève des salariés du pétrole n'était donc pas liée uniquement au mouvement des retraites, mais aussi aux restructurations qui touchent toute la filière, celle-ci étant menacée de disparition, au moins partielle, comme nous venons de le voir. En outre, il ne faut pas oublier que les raffineries manipulent et produisent des produits toxiques en grande quantités, et polluent énormément ! S'ajoutent donc aux problèmes de rentabilité habituels les mesures de lutte contre les pollutions et les risques d'accidents, la taxe carbone, etc. En effet, bien que dérisoires faces aux problèmes réels posés par cette industrie très polluante, et qui comporte de gros dangers d'incendie ou d'explosion, les mesures précitées finissent par coûter cher aux industriels, et diminuent d'autant les bénéfice obtenus. Par ailleurs, l'évolution des diverses normes «environnementales» rend plus délicate la poursuite des activités de raffinage. La raffinerie de Feyzin, par exemple, malgré sa grande polyvalence dans la production, est condamnée à disparaître car il y une zone d'habitation juste à côté d'elle (qui n'existait pas quand la raffinerie a été construite). Les habitants vivent donc en ce moment à côté d'une immense installation Seveso II -les plus dangereuses-, qui produit et stocke du benzène et du toluène, deux produits très cancérigènes. Même si aujourd'hui la raffinerie fait «vivre» les riverains, il est clair qu'ils respireront bien mieux lorsqu'elle sera définitivement arrêtée… La mise à l'arrêt et le démantèlement des raffineries nous semblent indispensables à la construction d'une société libre et basée sur l'égalité des individus. D'abord par leur contribution à la destruction de l'environnement propre à l'industrie du pétrole, soulignée avec justesse par divers groupes ou organisations écologistes. De l'extraction du brut à l'empoisonnement de la planète par la pétrochimie (pesticides, plastiques, solvants, etc) en passant par l'omniprésence des voitures et camions, l'utilisation du pétrole est partout polluante et destructrice. Mais aussi par l'organisation sociale que les raffineries induisent : la production et concentrée entre quelques mains au sein d'usines gigantesques, sous la direction de quelques «spécialistes». Et au vu des risques énormes engendrés par cette industries, les farceurs ou les étourdis ne sont pas les bienvenus : la sécurité, et donc la surveillance permanente de tout un chacun, devient une nécessité impérative. Aucune place là-dedans pour des décisions prises collectivement par les producteurs et les utilisateurs. Ce genre de débat, et les questions plus profondes qu'il pose, ne semble pas avoir été particulièrement abordé. Hélas, le mouvement de grève de cet automne visait au contraire notamment à maintenir le plus longtemps possible le raffinage français.



Forces et limites du blocage

En outre, le «blocage» des raffineries auquel nous avons assisté portait en lui même peu de dépassement possible. Si la menace d'un blocage partiel du pays amène nécessairement une réponse de l'Etat, et donc d'éventuelles concessions, elle n'engendre à priori rien de plus. Autrement dit, en bloquant les transports, et donc une partie des flux marchands, on frappe du poing sur la table pour demander aux classes dirigeantes un peu plus de considération, mais on ne se met pas dans une position qui permettrait de commencer à se passer de ceux qui nous dirigent. A contrario, la grève générale illimitée était quand même pensée dans une optique de réappropriation finale qui lui donnait sens, en plus de la pression économique exercée sur les patrons. Un dépassement de la simple revendication était donc possible dans la grève. Mais le blocage d'une route, d'une entreprise, n'est à priori qu'une façon de crier très fort, pour être entendu. De qui ? Du patron, des gouvernants, ou de la «Société», c'est à dire, en dernier ressort, de ses représentants, donc de l'Etat. Le blocage, de fait, finit souvent -quelle que soit la radicalité qu'il prend en apparence- dans une défense de l'Etat social et l'obtention de quelques aménagements à l'exploitation. Évidemment, d'un point de vue purement théorique, le blocage total du pays pourrait déboucher sur une rupture généralisée, la tenue de conseils un peu partout, etc. Mais la situation qui serait effectivement générée, c'est à dire la très grande difficulté à se déplacer, à trouver de quoi se nourrir (si les camions ne circulent plus, les villes crèvent de faim, hélas !), ressemblerait plus à une situation de catastrophe, et n'amènerait pas forcément une remise en cause plus générale de l'ordre social. Le passage de l'ouragan Katrina aux sud des Etats-Unis l'illustre bien : des pratiques potentiellement subversives telles que des pillages -réprimés à balles réelles- ont certes eu lieu pendant la catastrophe. Mais la tempête passée, la situation sociale n'avait pas sensiblement évolué, si ce n'est que les pauvres se retrouvaient souvent plus pauvres qu'avant... Afin d'éviter tout malentendu, il n'est pas question bien sûr de vouloir dénigrer cette forme de lutte. Les blocages sont importants dans un mou-

vement, d'autant plus aujourd'hui alors que la circulation des marchandises et des flux en tout genre est devenue aussi importante que la production. La politique du «zéro stocks» dans les usines les rends très vulnérables à des ruptures d'approvisionnement. Les blocages dénotent de fait une prise de conscience des évolutions du Capitalisme, ainsi que l'envie, pour ceux qui luttent, de sortir des lieux où ils passent leurs journées (entreprises, pôle-emploi, facs, etc).

Rapport de forces ou rupture avec ce monde

Le blocage du secteur pétrolier fut ainsi l'occasion d'augmenter la pression face au gouvernement et au patronat en essayant de porter un dur coup à l'économie du pays. Les soutiens, dont nous avons fait partie, y ont vu un moyen de peser dans le rapport de force. Mais les salariés des raffineries ne disposent de cette force de frappe, que parce qu'ils fournissent un travail d'importance vitale pour le capitalisme, et qu'ils n'ont pas remis en question cette situation. Si les salariés, ou les soutiens, avaient posé la question radicale de l'utilité sociale des raffineries, des pollutions qu'elles engendrent, et de ce qu'elles impliquent en terme de rapport social (spécialisation, hiérarchie, surveillance, etc) les choses auraient pris une autre tournure. Dans ce cas là, une ouverture vers une autre société aurait été possible, mais en abandonnant le rapport de force établi. Ce n'est pas la même chose de dire aux dominants : «vous avez besoin de nous, alors écoutez-nous et nous travaillerons pour vous», que de leur dire «nous n'avons pas besoin de vous, nous allons essayer de vivre autrement, sans hiérarchie, en partant de nos besoins et de nos désirs réels». Dans le premier cas, l'Etat est bien emmerdé, mais se retrouve sur un terrain qu'il maîtrise, celui de la négociation, pour savoir qui obtiendra un peu plus et qui aura un peu moins (les patrons dans le meilleur des cas). Dans le deuxième cas, il n'y a plus vraiment de rapport de force direct. Des personnes qui veulent rompre avec le monde tel qu'il est, en expérimentant autre chose, n'ont à priori aucune puissance face à la Domination, sauf à devenir vraiment nombreuses ; et ceci bien que leur action soit nettement plus subversive. D'un point de vue révolutionnaire, le mouvement avance lorsque les groupes sociaux se libèrent de l'Etat, du Capital et des idéologies qui vont avec. Or le mouvement sur les retraites semblait au contraire très orienté vers un renforcement de l'Etat social, parfois même un retour à un Etat providence mythifié, sans remise en cause profonde du système marchand. C'est ce qu'illustrent aussi les revendications affichées sur un meilleur partage des richesses, par exemple, ou le retour à la retraite à soixante ans. Schématiquement, cela reviendrait à demander une voiture et de l'essence pour tout le monde, mais sans vouloir remettre en cause le monde qui va avec. Cette défense de l'Etat social explique aussi le fort soutient des crapules politiciennes de gauche aux salariés des raffineries (1).

L'énergie, un secteur stratégique très bien encadré !

La lutte dans les raffineries s'inscrivait en plein dans cette optique de renforcement de l'Etat social. Et, comme nous l'avons vu, la force des salariés du pétrole vient de la position centrale de celui-ci dans le système capitaliste actuel. Le pétrole est une matière première très importante, notamment pour la chimie, et la première source d'énergie du monde capitaliste. Les syndicats l'ont bien compris, qui sont très présents dans le secteur de l'énergie. Et ils cherchent à défendre cette position de force, aucunement à la subvertir. Leur capacité de contrôle et de cogestion s'en trouve ainsi renforcée. Auprès des capitalistes, car ils aident à discipliner les salariés d'un secteur stratégique. Et du point de vue des salariés, en donnant l'illusion de pouvoir peser plus fortement sur le cours des choses, au besoin en menant des actions fortes. La puissance de cette industrie permet en effet de concéder plus d'avantages aux salariés que dans d'autres secteurs de l'économie, avantages qui valorisent aussi les fédérations syndicales. En outre, les syndicats sont aussi arrosés par les entreprises du secteur de l'énergie. Les comités d'entreprise de ce secteur sont de véritables pompes à finances pour les centrales syndicales, CGT en tête. Mais cette puissance des syndicats n'est qu'apparente, et l'illusion ne tiendrait sans doute plus en cas de grève générale dans le secteur de l'énergie. Il est d'ailleurs significatif que la CGT-Energie, très implantée chez EDF, n'ait pas impulsé le moindre mouvement de soutien dans les centrales, notamment les centrales nucléaires dont on peut couper la production en appuyant sur un bouton. Des rassemblements à l'appel de syndicats du secteur, ressemblant à des piquets de grève, ont eu lieu devant les entrées de deux centrales, mais sans que cela ait un impact réel sur leur fonctionnement. Les salariés ne semblent pas avoir bougé d'un pouce. Certes, la législation encadre fortement le droit de grève dans ces secteurs, et l'arrêt de la production sans «nécessité» est une faute entraînant au minimum le licenciement sec, voire le passage devant les tribunaux. Il en est de même pour toute perturbation des réseaux de distribution. Cependant un mouvement de grève perlée, par exemple, ou de grève du zèle pendant un arrêt de tranche, aurait été possible et n'a pas eu lieu à notre connaissance.

Le blocage qui a finalement bloqué son propre dépassement...

Au final, en se plaçant principalement dans une optique de défense de l'Etat social, on peut penser que le mouvement s'est empêché de pousser plus loin la critique du monde actuel. De ce point de vue, la focalisation sur les raffineries, notamment de la part des radicaux, nous a peut-être conduit dans une impasse. Notamment, comme nous l'avons vu plus haut, parce le mouvement n'a pas su, ou pas pu, aborder une critique de l'industrie du pétrole, mais s'est au contraire reposé sur son rôle central dans le monde capitaliste actuel. Et lorsque les grèves des raffineries se sont arrêtées, les «soutiens», se sont retrouvées quelque peu démunis. Les blocages ont certes continué ici où là, mais le manque de perspective plus émancipatrice s'est fait sentir. Et comme le mouvement se trouvait en phase descendante, il était d'autant plus difficile de repartir sur d'autres bases. Cependant, tout n'est pas noir comme du pétrole. Il était important de montrer que ce qui s'est passé réellement, dans et autour des raffineries cet automne, ne correspondait pas aux mythes qui ont été construit et propagés par une grande partie du mouvement (2). Mais il reste que des gens en lutte se sont rencontrés, ont pu sortir de leurs carcans et se confronter à d'autres réalités. Enfin, le désir d'être solidaires dans la lutte, en dépassant les corporatismes, même s'il fut bien dévoyé par les grandes confédérations, fut bien réel et reste peut-être l'un des meilleurs acquis du mouvement.

Piotr - Lyon

1) Par exemple à Feyzin, le député-maire PCF de la banlieue voisine de Vénissieux est venu porter de l'argent et de la nourriture de la municipalité (donc payée par les impôts locaux...). Or ce maire est très connu pour ses délires sécuritaires, notamment contre la jeunesse remuante de sa ville.

2) La brochure «*L'idéologie du blocage*» apporte aussi des critiques très intéressantes, notamment sur le mouvement dans les raffineries, telle la question des caisses de grèves non abordée ici. On peut la demander à l'auteur à l'adresse email suivante : . petervener@free.fr.

Une renvendication peut en cacher d'autres

p. 16Chaque grand mouvement social cache (mal) des motivations qui vont au-delà des revendications officielles que les bureaucraties syndicales tentent désespérément de maintenir sur le dessus du panier.
S'il fallait une seule preuve que les mobilisations de ces derniers mois dépassaient la contestation de la réforme des retraites, c'est que, malgré l'absolue certitude que le gouvernement ne reculerait pas et que la réforme serait mise en œuvre, les initiatives ont continué de fleurir un peu partout, prouvant que l'envie de lutter demeurait la plus forte chez une part importante des manifestants et des grévistes.

Si le mouvement s'est structuré sur le rejet de la réforme du régime des retraites sans s'affranchir du tempo ordonné par l'intersyndicale, il s'est quand même nourri d'un rejet plus large, celui de la politique et de la personnalité de Sarkozy. Mais si nous en étions restés à ce seul antisarkozysme il n'y aurait plus qu'à attendre 2012, c'est ce que souhaitent les représentants de la gauche institutionnelle. Or les signes d'un rejet encore plus large se sont manifestés de manière significative, celui qui touche à l'organisation de la société.

Cela fait quelques années maintenant que le mot même de capitalisme n'est plus une obscénité et que son rejet (sans pour autant que l'on sache par quel système le remplacer) est redevenu commun. Quelques années aussi que le concept de « lutte des classes » ne pue plus de la gueule comme l'establishment tentait de le faire croire. C'est donc bien à un retournement culturel auquel nous assistons depuis quelques années, une sorte de reprise en main de nos capacités critiques, comme une défiance renforcée vis-à-vis du discours dominant. Et ces deux mois de mouvement en sont la manifestation, espérons qu'elles n'en seront qu'un relais pour aller plus avant et non un aboutissement.

Il ne s'agit pas, de cracher du haut de son mépris sur la revendication concernant les retraites en observant de haut le troupeau des travailleurs qui se rendent chaque matin à l'abattoir. Un an de moins aurait été bon à prendre. Il faut simplement bien voir que si la retraite a été un catalyseur et a revêtu une telle importance (et pas seulement à cause des syndicats !) c'est que, suivant le principe des vases communiquants, le travail en a perdu ! « Si on gagne tant mieux » et « on peut gagner », mais nous n'avons pas que ça à dire et nous avons profité de ce mouvement pour l'exprimer.

Cet élargissement, bien au-delà de l'antisarkozisme, s'est articulé autour de trois axes :

• Parler des retraites, c'est parler du travail, de sa pénibilité, de son absurdité souvent.

• La réforme des retraites a montré à quel point cette société est injuste et inégalitaire.

• Aborder les annuités c'est mettre en évidence le « No futur » pour une partie de la jeunesse : précarité, chômage, absence de revenus, boulots souvent stupides.

Un élargissement qui n'a pas été une génération spontanée, mais qui s'est construit patiemment à travers de multiples épisodes de ces dernières années, souvent hétérogènes, et dont le sens s'éclaire en les mettant bout à bout. Quelques exemples :

• Emergence de mouvements de caissières dans les supermarchés, en particulier Monoprix. Du jamais vu ou presque.

• Plus généralement la montée des conflits dans le privé qui s'est traduite depuis deux mois par une présence inédite dans la rue.

• La votation « citoyenne » à la Poste, un étrange mouvement davantage porté par les usagers que par les salariés de la Poste dans leur ensemble

• Mouvement de Guéret pour le maintien des services publics dans les zones rurales.

• L'explosion Guadeloupéenne avec le LKP qui furent comme une sorte de modèle

• Début 2010, la lutte pour le maintien de la Raffinerie de Dunkerque qui inaugure des formes d'action proches des blocages.

Etc.

Tout cela avec en toile de fond le sauvetage des banques, les dividendes aux actionnaires, Woerth etc… qui n'ont fait qu'entretenir le sentiment d'injustice et la haine de la France d'en haut.

Mais il y a plus : les « motivations » qui animent le mouvement ne sont pas toutes réductibles à des revendications, étroites ou larges. Il y en a une qui ne se fixe pas sur un slogan, le plaisir d'être ensemble, d'exister dans la rue, de se réapproprier des espaces, de faire le nique au gouvernement et à tout ce qui nous divise (syndicalement, par l'âge, le sexe, l'atomisation des boulots).

La stratégie des blocages est aussi le fruit d'une nouvelle organisation spatiale du travail. La fin des grandes unités de production, l'éparpillement en petites et moyennes entreprises, ce qui ne facilitent pas l'action sur place, mais plutôt la répression. Le blocage c'est aussi la volonté de sortir du cadre de l'entreprise et de rencontrer d'autres éléments de « sa » classe. Le fait que des gens s'y sentent bien est aussi le signe de la difficulté qu'il y a à exister (humainement, syndicalement, politiquement) DANS l'entreprise devenue plus petite, plus cloisonnée etc.

Les blocages sont aussi le symptôme d'une évolution de l'organisation de la production capitaliste : l'acheminement de plus en plus rapide, sinon encore en temps réel, des marchandises, les flux incessants, un "zéro stock" qui renforce la nécessité de ne jamais stopper ces flux et ces acheminements, sont devenus des éléments constitutifs fondamentaux de la production proprement dite.

Il y a 30, 50 ou 100 ans un blocage n'aurait pas eu la même importance.

D'abord il y avait moins de produits périssables qui circulaient. Ensuite les unités de production formaient un tout, alors que maintenant aucun produit manufacturé n'est produit majoritairement en un seul lieu, tout s'imbrique, si bien qu'un blocage ici a des répercussions là. Imaginez les chaînes automobiles privées pendant un mois de revêtement des sièges ou d'essuie-glace çà cause de connards de grévistes chinois !

En 1995 les cheminots faisaient grève pour les autres, par procuration, les manifestants le sentaient bien qui étaient de plus en plus nombreux dans la rue avant de retourner au travail. En 2010 les blocages se font aussi pour ceux qui ne pouvaient pas faire grève.

En 1936 les ouvriers occupaient les usines et sortaient peu dans les rues pour manifester. En 1968 ils occupaient encore les usines mais du bout des lèvres et préféraient sortir dans la rue. En 2010 on sort dans la rue mais on sent que l'usine (le lieu de travail) n'est plus le lieu central de la socialisation ni même de la paralysie de l'économie. En revanche il reste le lieu central d'une réappropriation et d'une transformation de la production, et de ce point de vue, on ne peut que constater l'étendue du chemin à parcourir.

Martin - Poitiers

Le spectacle de la contestation n'est pas la contestation du spectacle !

Des barricades de pneus ou de palettes enflammés, un entrain massif à descendre dans la rue, des annonces de grèves reconductibles dans plusieurs secteurs, et, cerise sur le gâteau, quelques affrontements avec la police… ne font pas un climat insurrectionnel !

Derrières les formes spectaculaires qu'ont pu prendre les actions de blocages, dès que l'on creuse un peu, on constate qu'on était davantage dans l'exposition d'une capacité de nuisance, que dans la construction d'un réel rapport de forces. Du moins au regard des expériences nazairiennes.

Par exemple lorsque le dépôt de carburants de Donges a été débloqué par les forces de l'ordre, les consignes étaient «pas d'affrontements». Et les occupations de ronds-points, tout comme le jeu de cache-cache avec CRS et citernes dans la campagne dongeoise, tenaient plus de l'activité symbolique que de la volonté de paralyser les camions de carburants qui pouvaient de nouveau alimenter les stations service du département. L'enjeu était pourtant de taille, car la réouverture du dépôt mettait en cause la grève de la raffinerie, ou du moins affaiblissait sa portée.

Idem du blocage des remorqueurs du port de Saint-Nazaire, le dimanche 24 octobre. L'objectif était d'empêcher les remorqueurs de guider dans le chenal de l'Estuaire un pétrolier chargé de gasoil pour le dépôt de Donges. Ce fut chose faite pour la marée de midi, mais une fois l'action fixée sur pellicule, l'occupation fut aussitôt levée. Ainsi le pétrolier pu se rendre à quai avec la marée du soir : entre temps, les CRS avaient pris position pour empêcher tout réinvestissement de l'avant-port nazairien. Pour mémoire, en janvier 2010, les pêcheurs de civelles avaient bloqué les remorqueurs pendant 4 jours jusqu'à obtenir des garanties sur leurs revendications.

Sur le même mode, la paralysie de la zone de Penhoët le mardi 26 octobre. Les piquets furent massifs, et toute la zone portuaire comprenant Airbus, Véolia, les Chantiers navals vit effectivement la circulation bloquée de 5h du matin jusqu'à 13h, quand il s'est agi d'aller manifester devant la CCI.

Ainsi, la faiblesse du mouvement de grèves, très minoritaires en nombre de salariés bien que touchant de nombreux secteurs, n'a pu être compensée par ces actions de blocage, qui à aucun moment n'ont réellement menacé l'économie. Dès que cela fut proche, les forces de l'ordre sont entrées en action, et il n'y avait pas de volonté de trouver les moyens de s'y opposer réellement.

Malgré tout, la mythologie nazairienne de la ville ouvrière rebelle et offensive devait être entretenue. Ainsi, les affrontements de fin de manifestation ont pu être présentés ici ou là comme un déchaînement de combativité prolétarienne, quand il n'y a eu pour l'essentiel qu'un très fort niveau de répression policière puis judiciaire. À la moindre canette projetée en direction des forces de l'ordre, une pluie de lacrymos repoussait les manifestants qui n'avaient plus qu'à se faire cueillir par la BAC dans les petites rues, pour être livrés en pâture au tribunal qui tenait ainsi des «casseurs», à même d'effrayer l'opinion et d'alimenter la stratégie de la tension mise en œuvre par le pouvoir.

Cette mise en spectacle des mouvements, par les médias certes mais également par ceux et celles qui luttent doit nous interroger. Car nous devons veiller à ne pas sacrifier à une mythification des formes de lutte qui rapidement peut tendre à de la mystification pure et simple.

Cela ne signifie pas qu'il ne s'est rien passé pendant ces 2 mois de lutte, bien au contraire ! Mais les liens qui se sont tissés pendant ces actions tiennent plus du feu souterrain appelé à couver pour durer, que de l'explosion spectaculaire qui en définitive n'aura pas balayé grand chose, même pas devant sa porte…

OCL Saint-Nazaire

Forum antirépression à Poitiers

Le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux (1) – créé au printemps 2009 en réaction à la répression qui s'abattait contre les jeunes participant aux mouvements lycéens et étudiants, particulièrement depuis l'hiver 2009 – organisait les 13 et 14 novembre un Forum antirépression.

Malgré les diverses tentatives de la préfecture et de la mairie pour mettre des bâtons dans les roues du comité, sa détermination a permis la tenue du forum.

A l'ordre du jour des samedi après-midi et dimanche matin : « Faut-il brûler les prisons » avec Laurent Jacqua, « Les politiques sécuritaires envers les Roms et les gens du voyage » avec Xavier Rothea, « L'ennemi intérieur et le mouvement social » avec Mathieu Rigouste. Plus de 120 personnes ont participé à ces débats au cours des deux jours.

Le dimanche soir était consacré à un échange direct sur l'antirépression entre des membres actifs de comités venus de différentes villes de France et connaissant des situations et des expériences différentes. L'écoute étant au rendez-vous, elle a permis qu'une volonté collective s'exprime au travers d'un appel pour une Journée d'actions le 19 mars 2011 *(voir encart)*.

(1) Les bases politiques du comité sont : le constat que la répression se développe à l'échelle mondiale ; une affirmation anticapitaliste ; l'analyse que la répression actuelle n'est pas une dérive, mais s'inscrit dans une logique d'offensive des classes dominantes contre les classes populaires.

Le comité n'opère pas de tri entre bonnes et mauvaises victimes en fonction d'une culpabilité ou d'une innocence supposée. (Pour plus de détails, lire la brochure du comité sur http://oclibertaire.free.fr/upl /brochureantireppoitier.pdf)

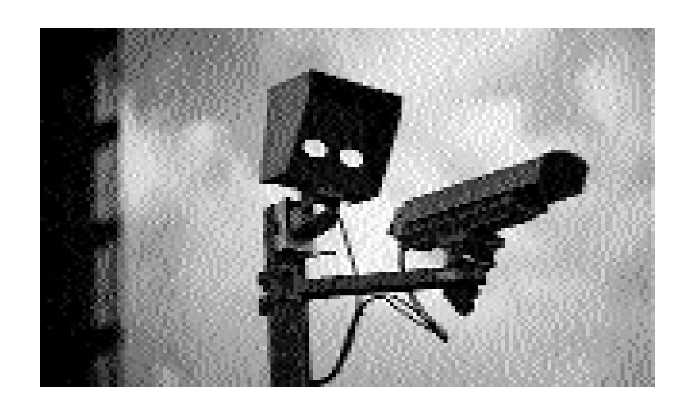
Appel de Poitiers pour une Journée nationale d'actions contre la répression et les violences policières le 19 mars 2011

Le Forum antirépression organisé à Poitiers par le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux, les 13 et 14 novembre, a réuni des membres de différents collectifs existant à Toulouse, Bordeaux, Périgueux, Saint-Nazaire, Tours, Blois, Poitiers et Paris.

Face à la multiplication des intimidations, violences policières, interpellations, condamnations de toutes sortes qui dessinent un peu partout un ordre policier généralisé, est sortie des discussions l'idée d'une journée de mobilisation en France contre les politiques sécuritaires en cours ou à venir.

Les participants au forum de Poitiers appellent donc tous les collectifs et les personnes luttant contre la répression à faire du samedi 19 mars 2011 une Journée nationale d'actions contre les politiques sécuritaires, au travers d'initiatives qu'ils auront décidées localement, afin de faire connaître et de développer les diverses luttes existantes en favorisant leur coordination, et de construire une mobilisation contre toutes les formes de répression.

Merci de diffuser cet appel massivement autour de vous. Nous avons créé un groupe de discussion afin de donner suite à cet appel et de coordonner collectivement cette journée. Pour inscrire un collectif, aller sur http://fr.groups.yahoo.com/group/codecoantirep ou envoyer un e-mail à **codecoantirep-subscribe@yahoogroupes.fr**



Vous avez dit : «Fichage des «gens du voyage» ?»

Devant le tollé médiatique provoqué par 4 associations de défense des Roms qui avaient découvert sur Internet l'existence d'un fichier ethnique concernant leurs communautés, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a procédé les 8 et 12 octobre à des contrôles auprès des services concernés de la gendarmerie nationale. Comme on pouvait s'en douter, la CNIL n'a pas trouvé trace de fichiers des Roms dénommés MENS (Minorité ethnique non sédentarisé). Il aurait été détruit en 2007 si l'on en croît les chefs des pandores. Par contre, la CNIL a découvert 4 fichiers illégaux, car non déclarés comme l'oblige la loi. C'est d'ailleurs le seul reproche que la CNIL ose adresser à la gendarmerie. On se demande pourquoi les pandores n'ont pas fait ces déclarations à la CNIL puisque celle-ci n'a aucun pouvoir de censure face à l'existence de ces fichiers orchestrés par des institutions de l'Etat. La CNIL n'est qu'une chambre d'enregistrement depuis la nouvelle loi informatique et libertés votée en 2004. Mais au détour du rapport de la CNIL, on note tout de même que si « aucun fichier structuré regroupant des données à caractère personnel relatives aux «Roms» et organisé autour de cette notion n'a été décelé», il faut noter que «certaines des informations enregistrées relèvent les origines ethniques des personnes contrôlées» et que la qualification «Roms» apparaît à de nombreuses reprises... On s'y perd... ou on prend les 4 associations pour des imbéciles ?

Pour information, si des fichiers sont déclarés après coup (ce qui est quasiment toujours la règle dans tous les fichiers de police et de gendarmerie), ils sont qualifiés par la CNIL de «régularisation» ... comme les sans papiers qui en obtiennent ! La comparaison s'arrête évidemment là... De plus, la gendarmerie en a profité pour redemander l'autorisation de disposer d'un fichier type «Edvige» afin de pouvoir remplir les missions de renseignement qui lui sont imparties... A suivre !

Appel à la délation de la police nationale dans l'Essonne

Dans le 91 (région parisienne), la police nationale vient de créer un site Internet afin que les citoyens et les citoyennes aident la police nationale dans son action de service public. Ils peuvent transmettre des renseignements (témoignage, photos, vidéos) à l'adresse suivante ... La confidentialité est garantie assure le communiqué placardé dans des mairies et commissariats du département. Pour la police départementale, appeler à la délation par émail, «c'est vivre avec son temps». Comme le dit si bien le directeur départemental de la sécurité publique dans l'Essonne : «Pourquoi la police ne pourrait pas recevoir des informations par mail alors que tout le monde en reçoit» ?! Puis il ajoute «Il s'agit d'être plus réactifs, ce n'est pas de la délation». Les élus de droite se félicitent de cette initiative, ceux de gauche craignent des effets pervers, quant aux syndicats de police ils pestent contre cette pratique qui va leur procurer plus de travail ! Les corbeaux n'ont pas fini de faire parler d'eux...

Les «malheureuses initiatives personnelles» dans la SNCF

Fin octobre, le quotidien «La Marseillaise» présentait un document intitulé «Restons acteurs de la sûreté» que la SNCF diffusait auprès de ses agents de Marseille pour qu'ils fassent remonter à la police ferroviaire des informations sur les auteurs d'agressions dans les trains. Dans le descriptif à remplir par les contrôleurs de la SNCF, une rubrique réservée au «type» de l'individu propose à la victime d'identifier son agresseur parmi sept faciès géographico-ethniques : «Européen, africain, nord-africain, asiatique, latino-américain, gitan et Pays de l'Est» ! Des protestations syndicales (Sud et CGT) dénonçant ce fichage ethnique ont finalement contraint la direction de la SNCF de retirer ce document le mercredi 27 octobre. Comme l'a signalé le syndicat Sud Rail, ce n'est pas la première fois que se manifeste ce type de pratique. En effet :

- en juin 2010, une filiale de la SNCF, ESH ICF Atlantique dénonçait à la préfecture un de ses locataires comme étant en «situation irrégulière» (carte de séjour périmée) ;
- en février 2010, des affichettes étaient apposées dans certains TER de la région toulousaine demandant de signaler «tous les faits de roumains» au PC national sûreté de la SNCF ;
- en janvier 2010, un directeur d'établissement de la SNCF avait adressé en guises de vœux aux agents de son établissement un poème de Robert Brasillach, collaborateur des nazis.

A chaque fois, la direction de la SNCF interpellée sur ses faits répond inlassablement : «ce n'est qu'une malheureuse initiative individuelle» !

Interconnexion des fichiers de toutes les administrations

Un député des Ardennes, Warsmann, a proposé en 2008 une loi sur «la simplification et amélioration du droit et allègement des procédures». Ce projet a été voté en 2009 en première instance au parlement, il était en première lecture au Sénat en octobre 2010. Il s'agit de modifier la loi du 12 avril 2000 relative «aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations». En résumant : comme nous donnons en partie les mêmes informations à plusieurs administrations, pour gagner du temps il suffit que les autorités administratives soient reliées entre elles et que les fichiers soient partagés. C'est ainsi que l'article 2 de ce qui est encore un projet de loi est ainsi rédigé : «Une autorité administrative chargée d'instruire une demande présentée par un usager fait connaître à celui-ci les informations ou données qui sont nécessaires à l'instruction de sa demande et celles qu'elle se procure directement auprès d'autres autorités administratives françaises, dont elles émanent ou qui détiennent en vertu de leur mission. Plus loin on peut lire : «lorsque les informations ou données nécessaires pour traiter la demande ne peuvent être obtenues directement auprès d'une autre autorité administrative ... l'usager les communique à l'autorité administrative.». Tous les fichiers de toutes les administrations : Education Nationale, Sécurité Sociale, CAF, CCAS, Pôle-emploi, Impôts, URSAFF, urbanisme, Etat civil, ... sont concernés. Un administré n'aura plus besoin, à termes, de rencontrer un salarié pour faire telle ou telle demande, il lui suffira de pianoter son nom et son numéro spécifique pour que les ordinateurs fassent le reste. L'Etat pourra ainsi supprimer des dizaines de milliers d'emplois supplémentaires. Quand cette loi sera votée, il y aura des décrets d'applications fixant le cadre de l'interconnexion des fichiers. L'interconnexion de tous les fichiers sociaux sont «dans les tuyaux», les seules exceptions prévues sont celles qui touchent au secret médical et au secret de la défense nationale.

Psychiatrie : vers l'enfermement chez soi !

La loi de 1990 sur les soins psychiatriques sans consentement était déjà une loi d'exception, dérogeant au droit commun : la seule où une mesure de privation de liberté est décidée non pas par un juge, mais par un représentant de l'Etat, le Préfet. Cette loi va être réformée car un projet a été déposé le 5 mai 2010 à l'Assemblée Nationale. Ce projet est comme nous pouvons nous en douter est encore plus sécuritaire mais répond aussi au besoin du capital et de l'Etat de faire des économies. Il est actuellement très contesté dans le milieu de la psychiatrie : Rencontre-débats et pétition s'organisent.

Ce projet instaure entre autre une garde à vue psychiatrique de 72h et des soins sans consentement qui peuvent ne pas être imposés à l'hôpital mais au domicile, le tout sous la gestion et contrôle du Préfet. Cette condamnation de soins à domicile peut être prononcée à perpétuité, entraînant évidemment la création d'un nouveau fichier national des malades mentaux qui s'ajouterait aux 2 déjà existants.

Ce n'est qu'un projet, toute une mobilisation est en train de s'organiser mais il est toujours utile de le décortiquer. Dans cette période sécuritaire que nous vivons, nous pourrions croire que l'Etat va enfermer de plus en plus de «malades». Cela lui coûterait beaucoup d'argent alors que l'heure est aux restrictions budgétaires, aux suppressions d'emplois y compris dans ce secteur. La solution : l'enfermement à domicile sous contrôle de la technologie sécuritaire : bracelets électroniques et autres systèmes de géolocalisation pour «tracer» les «dangereux schizophrènes». Rappelons ici que l'inviolabilité du domicile n'existe plus depuis la loi Perben II de 2004 où la police peut rentrer chez n'importe qui à toute heure du jour et de la nuit. .. Fini la «tranquillité jusqu'à 6 heures du matin, l'heure du laitier» ! Cette hospitalisation à domicile psychiatrique est d'ailleurs expérimentée et s'est développée dans de nombreux département depuis 2004. Cette assignation à domicile des malades devrait permettre de supprimer encore des lits et du personnel en H.P. et donc de faire des économies.

Le succès pour l'Etat de ce projet ne peut que s'accompagner d'un nouveau fichage systématique des malades qui ne pourrait être que «partagé» entre les professionnels de santé et des représentants de l'Etat. Nous en sommes pas là puisque des personnes, collectifs résistent et se battent. Un appel contre les soins sécuritaires a été lancé : www.maiscestunhomme.org.

D'après Olivier Labouret, praticien hospitalier en Psychiatrie, «le fichage des patients mais aussi des soignants progresse. On peut y distinguer deux aspects.

- Le recueil d'Informations Médicalisées en Psychiatrie (RIMP) obligatoire depuis le 1er janvier 2007. Vingt sept données sont renseignées dont le diagnostic selon la classification internationale des maladies et le mode d'hospitalisation. Le nom et le prénom du patient ne font pas partie des données obligatoires mais sont pourtant systématiquement enregistrés. Ces données constituent un vaste fichier nominatif, elles sont conservées au Service d'information médicale et transmises tous les 3 mois à l'agence de traitement de l'information hospitalière alors anonymisées.
- Le dossier Patient Informatisé (DPI) qui comprend une grande partie des données du précédent auxquelles s'ajoute le dossier médical personnel. Les informations constituant ce dossier ne doivent être transmissibles qu'aux personnes susceptibles de prendre en charge le patient, et renseignées par elles : chaque soignant a son code , et théoriquement n'a le droit d'accéder qu'aux dossiers dont il s'occupe. La finalité du DPI est de favoriser la transmission des informations et la traçabilité exigée par la haute autorité de santé (HAS) pour diminuer le risque d'erreurs et aussi pour retrouver leurs auteurs.»

Le fichage en psychiatrie est donc une réalité, ainsi que le risque de trahir la confidentialité des données personnelles concernant chaque patient : rien n'interdit en effet techniquement la transmission de certaines données à d'autres administrations (police, impôts) ainsi qu'à des banques, assurances… hormis, faut l'espérer, les données qui concernent strictement le secret médical. Si vous voulez en savoir plus : www.ldh-toulon.net (article du 17/11/10).

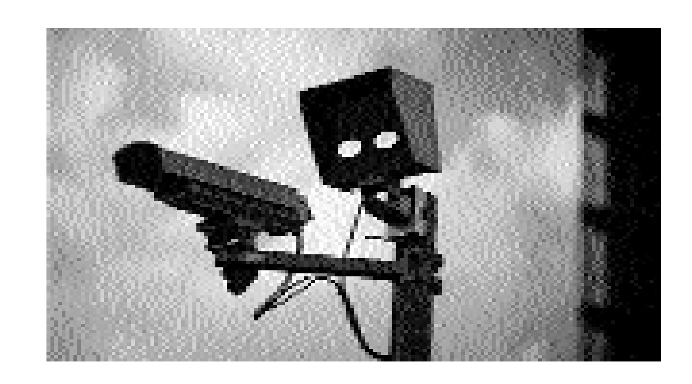
Rien de tel qu'un bon fichier pour gagner du temps à l'aéroport !

Fin octobre, un décret est paru portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé PARAFE (passage rapide aux frontières extérieures). Pour bénéficier de ce passage rapide qui se fera dans des sas prévus à cet effet, il faudra s'inscrire à ce programme. Cette inscription est réservée grosso modo aux citoyens de l'Union Européenne ou suisses. Comme on peut s'en douter l'inscription nécessite la détention d'un passeport en cours de validité, mais un arrêté du ministère de l'Intérieur va fixer la liste des titres et documents à fournir lors de l'inscription. Néanmoins seront enregistrées les «empreintes digitales de huit doigts posés à plat». Auront accès à toutes ces données : la police aux frontières et la douane. Ces fonctionnaires désignés par leur chef de service pourront consulter le fichier des personnes recherchées et le système d'information Schengen. Peuvent également bénéficier de ce traitement PARAFE les titulaires européens d'un passeport biométrique.

Résistances au fichage ADN

Un faucheur volontaire de maïs génétiquement modifié qui avait refusé de se soumettre à un prélèvement génétique a été relaxé par le tribunal correctionnel de Bordeaux le 28 octobre 2010 : son avocat s'est appuyé sur l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme relatif au respect de la vie privée. Le 10 novembre, le tribunal de Bergerac a aussi relaxé un militant anti-OGM pour les mêmes raisons.

Le 17 novembre se déroulait à Rouen un autre procès, en appel, pour le même motif. François Vaillant après avoir été condamné à 1 euro symbolique d'amende pour «barbouillage» de panneaux publicitaires, avait refusé de se soumettre à un prélèvement d'ADN. L'avocat général a réclamé 300€ d'amende comme en première instance. Le tribunal rendra sa décision le 12 janvier 2011. Mais, à ce procès, une généticienne, Catherine Bourgain, a témoigné et apporte à la défense de tous ceux et toutes celles qui refusent ce fichage de nouveaux arguments : «On récolte l'information sur sept points différents, qui ne renvoient en principe à aucune caractéristique physique. Ils ne permettent donc pas l'identification d'une personne mais juste de comparer, avec d'autres traces laissées sur une scène de crime, s'il s'agit de la même personne. On appelle ces gènes des marqueurs neutres ou non codants. Le problème c'est que les derniers travaux de génétiques montrent que de nombreux endroits que l'on pensait non codants le sont… On peut, en partie, déterminer les origines géographiques d'un individu. Comme on peut, avec une grande probabilité, prévoir la teinture des cheveux, la texture frisée ou raide, la couleur des yeux ou établir un lien de parenté». Le Pouvoir est bien au courant de ces nouvelles découvertes puisque le ministère de l'Intérieur vient d'auditionner un généticien sur les possibilités de déterminer les origines géographiques à partir de l'ADN. Cette généticienne conclue : «Cela nous renforce dans la conviction que manipuler de l'ADN, ce n'est jamais neutre».



Dette, déficit et domination

La dette a toujours été un outil de domination, quelle que soit l'époque et à quelque niveau qu'on la prenne. Les dettes d'Etats ont été prétextes à de nombreuses interventions militaires dans l'histoire (de la France au Maroc, des Etats-Unis dans plusieurs pays d'Amérique latine...). L'endettement des paysans pauvres vis-à-vis des potentats locaux permet de les maintenir en servage voire en esclavage. Les dettes des ouvriers envers leurs patrons sont un moyen bien connu d'esclavage moderne, notamment au Brésil ou plus près de chez nous dans le business de l'immigration clandestine. Dans nos sociétés capitalistes modernes, l'endettement est à la fois un mode de fonctionnement central, un mode de domination idéologique, de légitimation des politiques économiques, et un mode d'asservissement apparemment moins brutal mais très efficace. L'endettement est au cœur de la crise actuelle et des légitimations de la politique de rigueur.

Le crédit, le carburant central du système

Le crédit est à la base du mode capitaliste de production. Pour lancer une production, une entreprise doit investir (locaux, machines...) et embaucher. Elle doit donc disposer d'un capital qu'elle ne récupèrera (avec profit, rassurez-vous) qu'une fois sa production vendue, et sur plusieurs cycles de production. Le crédit (les banques, la bourse...) est donc une nécessité pour la croissance capitaliste. Ceci bien sûr n'est possible que parce que ce système est productiviste : il faut créer de plus en plus de marchandises pour rembourser et rémunérer cette avance. Lorsque la crise menace d'interrompre les crédits (ce qu'on a frôlé en 2007 et 2008), c'est le système tout entier qui est menacé.Aujourd'hui, on peut considérer en quelque sorte que le capitalisme est asservi au capitalisme financier, aux marchés financiers. Qu'est-ce que ça veut dire ? Si on garde la tête froide, la richesse, ce n'est pas l'argent, mais les biens (matériels ou immatériels) dont on peut disposer. Le profit (la plus-value) est extorqué à l'occasion de la production capitaliste de ces biens. Ce profit est réparti entre les capitalistes (industriels, commerçants, financiers) par le biais du fonctionnement économique. Aujourd'hui, l'essentiel de ce profit revient aux financiers. Or, autant la finance est indispensable à la production capitaliste, autant c'est un secteur qui ne produit rien, un secteur improductif. L'essentiel de la richesse est entre les mains des magnats d'un secteur improductif, il y a donc forcément une contradiction entre les gains financiers considérables qui s'y accumulent et la richesse réellement produite. Les modalités de l'exploitation sont assujetties à une logique financière, qui n'est pas toujours cohérente avec les contraintes industrielles. Mais les marchés financiers sont en mesure de dicter leur politique économique à l'ensemble du monde par le biais de leurs crédits et de leur propriété du capital.

Dette publique, dette privée

Le gouvernement français, l'Union Européenne, justifient leur politique de rigueur par l'endettement public. En gros, ils expliquent qu'un Etat responsable ne peut pas léguer aux générations futures une dette trop importante à rembourser (par contre, pour ce qui est de leur léguer des déchets nucléaires, des organismes génétiquement modifiés, des pesticides, des détritus plastiques, des nappes phréatiques asséchées et polluées, etc., là, ce n'est pas un souci). En gros, on nous tient un discours culpabilisateur comme quoi on ne peut pas se goberger de la retraite et consommer des soins en pagaille (comme si c'était un choix ?) au détriment de nos enfants qui eux trimeront à mort sans pouvoir se soigner à cause de nous. C'est le conflit de générations nouvelle version, ce n'est plus la révolte de la jeunesse, c'est l'Etat qui tente de monter une génération contre une autre. Le tout étant censé justifier le non remplacement des fonctionnaires et la privatisation.Rappelons nous tout d'abord qu'à l'origine de la crise actuelle, il y a la crise des subprimes, c'est-à-dire des prêts immobiliers privés à des particuliers aux Etats-Unis, et surtout les gigantesques opérations financières juteuses qu'ils ont engendrées (voir C.A. n°173). À l'origine de la crise, ce ne sont donc pas les déficits publics mais bien un endettement privé. Nous avons vu dans de nombreux articles de Courant Alternatif (n°184, 185) l'usage capitaliste de la crise. En mars 2010 (n°198), nous avons expliqué ce qui se passait en Grèce. Rappelons le brièvement. Les Etats empruntent sur les marchés financiers internationaux pour boucler leur trésorerie. Ce sont des emprunts très recherchés par ces derniers car considérés comme sûrs. Ils sont notés par des filiales des grands groupes financiers, notation censée refléter le niveau de risque de non remboursement.

Quand la note baisse, le prêt est considéré comme plus risqué, son taux d'intérêt augmente et il devient plus rentable, mais à nouveau plus risqué, etc. Ce qui s'est passé pour la Grèce. En juin 2010 (n°201), nous avons expliqué comment en aidant prétendument la Grèce, l'Union Européenne avait à nouveau imposé la même politique économique de rigueur et nous annoncions que les suivants seraient l'Irlande, l'Espagne et le Portugal. Nous y sommes. Pourtant, l'Irlande et l'Espagne étaient citées en modèle : alors que Maastricht impose de limiter la dette publique à 60% de la richesse nationale, à la veille de la crise en 2007, l'Irlande en était à 25% et l'Espagne à 36% (à comparer aux 64 et 65% de la France et de l'Allemagne). Que s'est-il donc passé ? Pour des raisons idéologiques (ultralibéralisme), l'Europe s'est focalisée sur les déficits publics. Or ces pays aussi vivaient sur l'endettement, mais selon un autre modèle. Ce qui a permis leur croissance, c'est un immense endettement de leur population, surtout immobilier en Espagne, en attirant les financements étrangers en Irlande. Ces pays ne connaissaient pas de déficit public en 2007, mais une immense dette privée. De façon générale, on s'aperçoit que le plus souvent, lorsque la dette publique est forte, l'endettement privé est faible, et réciproquement. Or, lorsque la crise frappe et que les ménages ne peuvent plus payer leur crédit immobilier, lorsque les entreprises font faillite, qui doit sauver les banques ? L'Etat. Et de toutes les façons, qui leur a prêté de l'argent ? Les mêmes que ceux qui prêtent aux Etats, les marchés financiers, et suivant les mêmes mécanismes. Le petit jeu qui s'est joué autour de la Grèce, ce petit jeu qui a consisté à l'étrangler au nom de son sauvetage, ce petit jeu a commencé pour l'Irlande et pour le moment plus discrètement l'Espagne et le Portugal.Finalement, publique ou privée, on retrouve toujours l'endettement au coeur de cette crise et de ses rebondissements, et on retrouve toujours les marchés financiers aux manettes pour trouver des «solutions» qui leur permettent de poursuivre leurs profits.

La dette, un outil de gestion précieux

En Europe, les grands emprunts d'Etats comme les grands emprunts des banques pour financer leurs propres crédits sont levés

sur la marchés financiers internationaux. Ceux-ci vivent fort bien de cet endettement, et par les taux d'intérêt prélevés, et par la quantité de «produits dérivés» fabriqués, eux-mêmes sources de profits. Ces produits dérivés sont devenus si nombreux et si complexes, que non contents de permettre l'embauche de brillants mathématiciens, plus personne ne maîtrise plus grand chose. Ce qui est assez pratique. Ceci permet de désigner quelques boucs émissaires comme les traders, les modèles mathématiques ou les systèmes informatiques à chaque grande crise, alors que le fond du problème n'est sûrement pas là. Mais avant de nous pencher sur le fond du problème, penchons-nous sur l'utilité de la dette, plus sûre et plus discrète qu'une intervention militaire ou un coup d'Etat.Rappelons l'exemple historique de la dette des pays du tiers-monde. Lorsque ces pays sont devenus indépendants, ils n'avaient ni industrie (les matières premières étaient transformées dans les métropoles coloniales), ni réseaux commerciaux (toutes les infrastructures commerciales étaient tournées vers les métropoles). Il leur fallait donc investir (construire des usines, des routes, etc., mais aussi d'ailleurs des écoles et des hôpitaux qui semblaient exister surtout dans les manuels français d'histoire coloniale). Or, ils n'avaient pas d'argent non plus. Une seule solution, emprunter. Et cet emprunt, on le leur a fait payer cher. En leur faisant payer un taux d'intérêt élevé, bien sûr. En les contraignant à des emprunts à taux d'intérêt variables, ce qui fait qu'ils ont financé la politique anti-inflation des pays développés (cf. de très vieux numéros de C.A.). Et en posant des conditions aux prêts : choix des projets financés (de préférence des implantations de multinationales, avec des garanties de l'Etat pour des routes dont elles étaient les seules à avoir la nécessité) puis conditions de politiques économiques (réductions des déficits publics, acceptation de la concurrence internationale, privatisations), voire des conditions politiques tout court (ça s'appelle la bonne gouvernance en langue de bois moderne).

C'est la même chose qui se passe aujourd'hui en Europe en plus soft. Les Etats européens peuvent lever des emprunts relativement bon marché sur les marchés internationaux à condition d'être bien notés. Et cette note, ce sont les marchés financiers qui la fixent. Et même si la notation est réformée comme il en est question, ce seront toujours eux qui la fixeront par le biais de la seule note qui compte, le coût de l'emprunt, qui est «libre». Par les traites de nos crédits ou par nos impôts, peu importe, nous nourrissons les mêmes marchés financiers, et ce sont eux qui décident du menu. À la base, il y a des critères relativement simples : la solvabilité du débiteur et la solidité de sa monnaie. C'est pourquoi les Etats de la zone euro ne payent pas très cher. Mais derrière, l'idéologie et les intérêts collectifs du capital arrivent au grand galop, par le biais des analyses qui déterminent si le débiteur est solvable et sa monnaie solide. Un, il ne doit pas avoir d'inflation, ça dévalorise les rentrées futures. Deux, il doit être compétitif, c'est-à-dire que sa main-d'oeuvre doit être suffisamment et efficacement exploitée, et de préférence docile. C'est d'ailleurs là que les avis divergent. Pendant un temps, on a pensé que la docilité de la main d'œuvre devrait s'acheter par une protection sociale et une participation à la consommation de masse, en échange d'une obéissance sans faille sur le lieu de travail. Aujourd'hui, la tendance serait plutôt à la docilité obtenue par la précarisation, donc entre autres la suppression de la protection sociale et du droit du travail.

Enfin, cerise sur le gâteau, privatiser ce qui reste à privatiser ouvrirait de nouveaux marchés dont ces investisseurs financiers auraient bien besoin.Et la dette, c'est un cadeau politique commun aux chefs d'Etat des pays dominés et à ceux des grandes puissances. Elle leur permet de faire passer une politique pour une nécessité. Nous devons satisfaire aux exigences des marchés pour sauver notre système de protection sociale. Toute autre position est irresponsable, elle reviendrait à mettre notre protection sociale en faillite. C'est presque vrai, à ce détail près que l'exigence des marchés en question est justement la suppression ou la privatisation de cette protection sociale. Le tout s'appuyant sur de fausses évidences qui marchent très bien aux yeux du grand public, qui sait très bien que s'il ne paye pas ses traites il aura les huissiers ou perdra sa maison. Sauf que ce n'est pas comme ça que ça marche au niveau d'un Etat.

Des contradictions qui s'approfondissent

Pourquoi suffit-il qu'on nous annonce une sortie de crise pour replonger dans une nouvelle, de préférence de plus grande ampleur ? C'est que ce qui nous est présenté comme «remèdes» ne fait qu'aggraver la situation.Comme nous l'écrivions dans des numéros précédents, à l'origine de l'essor fantastique du crédit et des marchés financiers, il y a la rupture du compromis social fordiste, et notamment la stagnation du pouvoir d'achat qui a été compensée par un recours croissant au crédit. Recours d'autant plus encouragé que le crédit est aussi un moyen de soumettre la main d'œuvre : il est plus difficile de faire grève si on risque d'y perdre son logement ou d'être interdit bancaire dans un monde où le compte en banque est devenu obligatoire. Cette crise est d'abord une crise du crédit, et donc une crise de surproduction, on produit plus qu'on ne peut vendre à une population de plus en plus étranglée. La crise augmente mécaniquement les déficits publics. Les impôts sur le revenu baissent avec les revenus, d'autant plus qu'en France comme dans beaucoup de pays, on a choisi de limiter les impôts des plus riches, les seuls dont les revenus s'envolent. Les cotisations sociales baissent avec les emplois. Par contre les dépenses de l'Etat et de la protection sociale augmentent avec le sauvetage des banques, les subventions aux entreprises, l'augmentation du chômage, l'augmentation du nombre de «bénéficiaires» des minima sociaux. Dans cette situation, qu'a choisi l'Europe ? Comme depuis sa constitution, montrer aux marchés financiers qu'elle est une bonne élève, qu'elle va réduire les déficits pour rester solvable, qu'elle va privatiser ou à défaut suffisamment dégrader les services publics pour donner un coup de fouet au marché privé (cas de l'éducation et de la santé en France), bref qu'elle va mener une politique d'austérité. Cette politique est vendue aux différentes populations nationales de plusieurs façons. Elle est présentée comme une nécessité. Au besoin, elle peut être présentée comme imposée par l'Union Européenne, ou mieux par un devoir de solidarité entre pays européens. Certains pays parmi ceux qui sont les premiers à imposer cette politique comme l'Allemagne se payent même le luxe d'expliquer à leur population que c'est la faute des autres européens qui ont dilapidé les fonds.Quelle va être la conséquence de cette politique ? Dans un premier temps, les marchés financiers sont plutôt contents : ils peuvent continuer à profiter des déficits en ayant la garantie d'être payés en cas de faillite du débiteur. On leur promet même qu'ils peuvent continuer leur petit jeu de rumeurs qui font monter les taux sans risque.

Donc, pour eux, tout va bien. Sauf qu'ils savent comme nos dirigeants que ces mesures ne font qu'aggraver la situation économique «réelle» : la consommation va continuer de ralentir, les licenciements vont donc augmenter, les investissements diminuer, et donc les déficits publics augmenter. Ces prévisions sont intégrées dans leurs analyses. Et ce qu'on a exigé du débiteur, c'est exactement ce qui va le faire apparaître ensuite comme plus risqué, d'où une nouvelle crise. Sauf qu'il y a un souci. L'économie espagnole est bien plus importante que l'économie grecque ou irlandaise. Les garanties prévues par l'Europe sont largement insuffisantes si l'Espagne et le Portugal venaient à être touchés. Le risque d'une nouvelle crise est donc toujours très important, et en réalité nul ne sait si et surtout comment l'Union Européenne y survivra. Les politiques d'austérité ne font qu'aggraver la situation de surproduction dans laquelle se trouve l'Europe, elles ne peuvent qu'aggraver la crise. La crise financière est à la fois le moyen d'imposer une politique et un symptôme d'une contradiction du système que cette politique ne fait qu'aggraver. De même que le crédit est une laisse qui enchaîne le prolétaire à la poursuite de son exploitation, il permet aussi de soumettre l'ensemble des acquis sociaux au bon vouloir des capitaux financiers et de leurs intérêts à court terme.

Sylvie - Paris

Emile Pouget

L'Action directe et autres écrits syndicalistes (1903-1910)

Textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca,

Agone, Marseille, 2010, 296 p., 18 euros

Réduction du temps de travail, congés payés, comité d'entreprise, droit syndical, dialogue social... si les luttes politiques et sociales n'ont pas eu la peau du système capitaliste, au moins l'ont-elles obligé à se policer, à redéfinir les termes de l'exploitation. Relire les écrits d'une des figures du syndicalisme révolutionnaire français d'avant 1914 aurait-t-il donc encore un sens ? Ma réponse est oui, cent fois oui.

Cette figure est celle d'Emile Pouget (1). Orphelin de père très tôt, élevé par un beau-père républicain farouche, le jeune Pouget s'éveille à la politique sur les cendres de la Commune de Paris. Il quitte son Aveyron natal en 1876 et monte à Paris. Il a seize ans et va devenir bien vite un militant inlassable de la cause révolutionnaire. Piètre orateur, il met sa plume au service des «bons bougres» : une plume vitriolée qui s'attaquent aux «singes», «bouffegalettes» et «ratichons», autrement dit aux patrons, aux politciens et aux cléricaux ; une plume nourrie d'argot et d'humour qui fera de son journal, le *Père Peinard*, l'une des publications les plus appréciées des milieux radicaux, colportées dans les coins les plus reculés par une flopée de trimardeurs que la répression n'effraie pas. Mille fois poursuivi, plusieurs fois embastillé, Emile Pouget ne rompra jamais. Gagné au Dreyfusisme, ami de Fernand Pelloutier, l'animateur des bourses du travail, il s'investit pleinement dans le combat syndical, notamment dans l'organe de la CGT, *La Voix du peuple*. Il y défend le sabotage (le «tirage à cul conscient»), l'action directe, la grève générale mais aussi, ce qui était plus rare, l'organisation des paysans, ces «campluchards» que de nombreux révolutionnaires méprisent.

Le Pouget qui s'exprime dans ce recueil intitulé *L'action directe et autres écrits syndicalistes*, n'est pas le pamphlétaire gouailleur du *Père Peinard*, maniant l'argot comme d'autres la rhétorique, mais le propagandiste infatigable de l'autonomie syndicale et ouvrière, le défenseur, au nom du droit à la révolte, des minorités agissantes. Grâce à Miguel Chueca, à qui l'on doit récemment «Déposséder les possédants», un recueil de textes sur la grève générale (2), et aux éditions Agone, vous avez maintenant l'opportunité de découvrir quatre textes importants d'Emile Pouget (Les bases du syndicalisme, Le syndicat, Le parti du travail, L'action directe), essentiels pour celles et ceux qui veulent se familiariser avec les idées défendues par le syndicalisme révolutionnaire français d'avant 1914. La plume précise et énergique, mais sans jargon ni argot, Pouget se fait pédagogue.

Parce qu'il sait que «l'enfer du salariat est une géhenne lugubre», Emile Pouget refuse que la «veulerie démocratique, qui se satisfait des moutonniers et des suiveurs» corrompe le syndicalisme. Pour lui «le droit syndical n'a rien en commun avec le droit démocratique» : «S'il plaît aux foules, écrit-il, de courber l'échine sous le joug, de lécher les pieds de leurs maîtres, qu'importe ! L'homme qui abhorre ces platitudes et qui, ne voulant pas les subir, se redresse et se révolte, celui-là a raison contre tous ! (...)».

A la servitude, il oppose l'action directe, c'est-à-dire la prise en main par les travailleurs eux-mêmes de leur émancipation individuelle et collective. Pour lui, la classe ouvrière ne doit rien attendre «des hommes, des puissances ou des forces extérieures à elle» ; elle doit «créer ses propres conditions de lutte et [puiser en elle] ses moyens d'action.»

Il n'y a pas de partenaires sociaux «responsables» chez Pouget, seulement des ennemis irréductibles qui s'affrontent et font valoir leur Force, idée que l'on retrouve de façon centrale chez Proudhon (3). Dans sa célèbre brochure sur le sabotage, il écrivait dans son style inimitable : «Non, c'est pas l'estomac qui fixe le taux des salaires : c'est notre biceps. Si nous sommes énergiques, le patron file doux et n'ose pas rogner les salaires et allonger les heures de turbin. Au contraire, plus nous serrons les fesses, plus nous bissons le caquet, plus l'exploiteur le prend de haut, et moins il s'épate pour nous mener au bâton.»

Révolutionnaire, il l'est. Partisan «du tout ou rien» ? Il s'en défend. Pour lui, seules les réformes que l'on arrache par la lutte acquièrent un sens véritable : parce qu'elles ont une valeur éducative pour le prolétariat, parce qu'elles lui redonnent confiance dans sa capacité à faire vaciller les possédants et leur pouvoir.

À l'heure où les classes dominantes s'appliquent à revenir méthodiquement sur un siècle de conquêtes sociales, à l'heure où les bureaucraties syndicales se préoccupent essentiellement de leur survie (4), il faut lire ou relire les écrits de cette figure majeure du mouvement ouvrier, celui des temps héroïques.

1) ULLA QUIBEN Xose, *Emile Pouget – La plume rouge et noire du Père Peinard*, Editions libertaires, 2006, 398 p.
2) Miguel Chueca (Textes rassemblés et présentés par), Déposséder les possédants – La grève générale aux «temps héroïques» du syndicalisme révolutionnaire (1895-1906), Agone, 2008, 267 p.
3) Edouard Jourdain, Proudhon, un socialisme libertaire, Michalon, 2009.
4) Et cela fait des décennies que cela dure...

Chroniques de rétention 2008-2010

La Cimade,

Solin, Acte Sud, 24,50 euros

Alors que le gouvernement légifère à tout va pour enfermer toujours plus les étrangers indésirables, La Cimade publie un livre de témoignages de ses salariés et bénévoles présents quotidiennement dans ces lieux de relégation que sont les «centres de rétention administratives» (CRA). Près d'une centaine de textes, oscillant entre humanisme et révolte, racontent cette expérience inédite en Europe de la présence d'une association derrière les murs. Ils décrivent avec beaucoup de verve la position ambiguë qu'ils occupent avec ces questions permanentes et obsessionnelles : comment exploiter les failles juridiques pour faire sortir le plus de sans-papiers possible ? Que faire lorsque l'on ne trouve aucune fissure dans l'arsenal réglementaire ? Pour une personne libérée, combien d'expulsées ? Le droit peut-il être une arme juridique pour défendre les opprimés, ou bien est-il uniquement au service de l'appareil répressif ? Et au final, suis-je là pour cautionner le système ou pour lutter contre lui ?

On découvrira évidement beaucoup de témoignages sur l'ignominie et le cynisme de l'Etat à l'égard des sans-papiers : réfugiés renvoyés vers des pays en guerre, salariés interpellés en bleu de travail et immédiatement expulsés, arrestation le jour de la cérémonie de mariage, familles et couples brisés, policiers désemparés faisant profusion de bons sentiments à l'égard d'enfant internés, victimes de la double peine, enfermement de français ayant le tord de ne pas avoir le faciès adéquat, ... mais également des bouts d'humanité, et des histoires à faire tomber les bras, comme le placement en rétention d'un membre du front national ou l'idylle entre un sans papier et la fille du chef de service de la préfecture chargé des expulsions...

Bref, ce livre est un complément intéressant à un autre ouvrage publié il y a deux ans, portant la parole directe et brute de «retenus» du centre de rétention de Vincennes («Feu au centre de rétention de Vincennes» édition Libertalia).

Tonio, 26-10-10



Solidarité avec les militant-e-s biélorusses

Depuis le début de septembre 2010 le régime autoritaire biélorusse mène une traque sans précédent envers les libertaires.

Une action contre l'ambassade de Russie à Minsk par un groupe inconnu se disant anarchiste a servi de prétexte pour déclencher une large vague d'arrestations et d'interrogatoires par le KGB.

Fin novembre on compte 16 personnes arrêtées et près d'une centaine interrogées en vue d'obtenir des faux aveux contre 3 personnes qui restent toujours en prison.

Toutes les personnes qui subissent ses répressions affichent ouvertement leurs convictions et participent à des initiatives libertaires, écologistes, humanitaires et antifascistes.

Les trois prévenus sont accusés : pour le premier, d'avoir filmé une action antimilitariste en 2009 ; pour le deuxième, d'avoir attaqué un bureau du KGB en province biélorusse ; pour le troisième, de trouble à l'ordre public.

Ils risquent jusqu'à 6 ans de prison chacun.

Les ami.es et proches des personnes arrêtées ont lancé à deux reprises des appels à des Journées internationales de solidarité : en octobre et en décembre 2010.

Les actions symboliques et les soirées de soutien ont été organisées en Autriche, Biélorussie, Allemagne, Lituanie, France, Pologne, Russie, Serbie et Ukraine.

Seule une vaste campagne de solidarité internationale permettra de sortir les Solidarité avec les militant.es biélorusses

Depuis le début de septembre 2010 le régime autoritaire biélorusse mène une traque sans précédent envers les libertaires.

Une action contre l'ambassade de Russie à Minsk par un groupe inconnu se disant anarchiste a servi de prétexte pour déclencher une large vague d'arrestations et d'interrogatoires par le KGB.

Fin novembre on compte 16 personnes arrêtées et près d'une centaine interrogées en vue d'obtenir des faux aveux contre 3 personnes qui restent toujours en prison.

Toutes les personnes qui subissent ses répressions affichent ouvertement leurs convictions et participent à des initiatives libertaires, écologistes, humanitaires et antifascistes.

Les trois prévenus sont accusés : pour le premier, d'avoir filmé une action antimilitariste en 2009 ; pour le deuxième, d'avoir attaqué un bureau du KGB en province biélorusse ; pour le troisième, de trouble à l'ordre public.

Ils risquent jusqu'à 6 ans de prison chacun.

Les ami.es et proches des personnes arrêtées ont lancé à deux reprises des appels à des Journées internationales de solidarité : en octobre et en décembre 2010.

Les actions symboliques et les soirées de soutien ont été organisées en Autriche, Biélorussie, Allemagne, Lituanie, France, Pologne, Russie, Serbie et Ukraine.

Seule une vaste campagne de solidarité internationale permettra de sortir les libertaires biélorusses de prison !

On peut lire l'appel aux Journées internationales de solidarité sur http://rebellyon.info/Soutien-aux-anarchistes.html.

Comité de soutien
aux Biélorusses :
c/o La luttine 91, rue
Monstesquieu F-69007 Lyon

Mesures d'austérité en Grande-Bretagne

Attaque contre les chômeurs…

La Grande-Bretagne compte 2,5 millions de chômeurs. 1,5 million perçoivent une allocation (65 livres – 72 euros) par semaine qui peut être réduite ou supprimée pendant vingt-six semaines maximum s'ils ratent le rendez-vous avec leur conseiller ou s'ils refusent un emploi. Dans la politique de rigueur annoncée depuis peu, le Premier ministre britannique a décidé de s'attaquer au chômage, ou plutôt d'attaquer les chômeurs de son pays. Son objectif : « Remettre les gens au travail. » Sa solution : durcir les sanctions contre ceux et celles-ci par le biais d'un travail obligatoire. Les sanctions : priver un chômeur de son allocation hebdomadaire pendant trois mois s'il refuse une offre. Durant six mois s'il en refuse deux, et pendant trois ans s'il en refuse trois. « Si les gens peuvent travailler et qu'on leur propose un emploi, ils doivent le prendre. » Par ailleurs, il prévoit d'obliger les chômeurs à effectuer un travail d'intérêt général de trente heures pendant quatre semaines (jardinage, ramassage de feuilles, etc.), et s'ils refusent ils verront leurs allocations suspendues.

… et révolte des étudiants anglais

Le 10 novembre, près de 50 000 étudiants et travailleurs de l'Education venus de tout le royaume manifestaient à Londres. Manifestation contre l'augmentation des droits d'inscription et autres coupes budgétaires comprises dans le drastique plan d'austérité annoncé voici peu par le Premier ministre D. Cameron, à la tête des conservateurs et au pouvoir depuis les élections de mai 2010. Dans le cadre de ces mesures, le gouvernement envisage même de réduire de 40 % le budget de l'Education.

C'est la plus grande manifestation organisée depuis son élection au pouvoir.

C'est au cours de cette manifestation que plusieurs dizaines d'étudiants ont décidé d'envahir et d'investir durant plus de cinq heures, avant d'être évacués par la police, ses locaux à la Millebanks Tower. « Nous sommes opposés à toute coupe budgétaire et à la marchandisation de l'Education. Nous occupons le toit du siège du Parti conservateur afin de démontrer notre opposition au système qui consiste à attaquer les pauvres et à venir en aide aux plus riches. » Pour gouverner, le Parti conservateur a dû faire alliance avec le parti des libéraux-démocrates. Or, le vice-Premier ministre (libéral-démocrate) Nick Clegg avait, durant la campagne électorale, fait la promesse de ne pas augmenter les frais d'inscription et même de les abolir. Le secrétaire d'Etat (conservateur) n'en a pas moins annoncé en octobre le doublement voire le triplement de ces frais pour l'année.

Evidemment, comme partout ailleurs dans ces cas de révolte, la classe politique de tous bords ainsi que le principal syndicat étudiant ont condamné ces débordements. Agissements d'une minorité d'irresponsables, d'extrémistes… voire d'anarchistes. Comme partout ailleurs, la bourgeoisie britannique peut compter sur la docilité des leaders syndicalistes, aux ordres pour enrayer tout mouvement social. Tout comme elle peut compter sur l'appareil judiciaire, qui dispose de moyens pour interdire toute grève et solidarité en les déclarant illégales.

L'irruption, ce 10 novembre, de la contestation étudiante, qui criait dans les rues de Londres (entre autres slogans, mais en français celui-ci) « Tous ensemble, tous ensemble, ce n'est qu'un début », traduit une première réaction contre le superplan d'austérité que veut appliquer le Premier ministre anglais au pouvoir avec sa coalition fraîchement élue. Cette contestation étudiante crainte par la bourgeoisie sera-t-elle un signal de révolte pour les classes populaires, à qui il demande de payer l'addition de leur crise et de leur politique ?

MZ Caen, le 15-11-10

Négociations Israël-Palestine : au-delà de la diplomatie, un tournant dans la lutte

Quarante-trois ans après la guerre des six jours, ce que d'aucuns appellent le conflit israélo-palestinien mais qui n'est rien d'autre qu'une guerre de libération, la situation a surtout empiré, avec en particulier l'aggravation de la colonisation.

Celle-ci est maintenant devenue un enjeu majeur dans les discussions en cours.

Quand ces lignes seront diffusées, il y a hélas fort à parier que le processus actuel de négociation entre Israël et l'Autorité palestinienne sera aussi moribond qu'il l'est aujourd'hui jeudi 14 octobre.

Ces négociations ont débuté le 3 septembre dernier sous la pression plus qu'insistante de Barack Obama, qui a besoin d'un succès diplomatique avant l'échéance de mi-mandat en novembre prochain. Cet article a été élaboré à partir de différentes sources journalistiques citées à la fin.

Ces négociations ont la particularité d'être menées par des protagonistes en état de faiblesse politique chronique chacun dans leur camp respectif.

Du côté palestinien, Mahmoud Abbas n'a jamais été en si grande faiblesse.

Dix ans après le début de la deuxième intifada, les Palestiniens font le constat suivant : ils se retrouvent confrontés à la double impasse du soulèvement et du processus de paix, qui n'ont abouti ni l'un ni l'autre à la création de l'Etat promis. La division est patente entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza, suite à la prise de pouvoir par le Hamas opérée entre le 12 et le 14 juin 2007 contre l'autorité du pouvoir présidentiel de Mahmoud Abbas et plus généralement contre les forces du Fatah. Cette ultime offensive a fait suite aux tensions interpalestiniennes qui éclataient régulièrement depuis plusieurs mois.

Rappel historique

Le 28 septembre 2000, la visite critiquée du chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem-Est, provoquait des heurts entre Palestiniens et forces israéliennes, deux mois après l'échec du sommet de Camp David (Etats-Unis), convoqué pour parvenir à un règlement final du conflit israélo-palestinien. La première intifada avait éclaté en 1987 dans un camp de réfugiés de Gaza et débouché sur les accords d'Oslo, pour se clore symboliquement le 13 septembre 1993 par la poignée de main historique, à la Maison-Blanche, entre le dirigeant palestinien Yasser Arafat et le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin.

L'« intifada d'Al Aqsa » – du nom d'une mosquée de l'esplanade – n'a pas de date de fin officielle. Mais l'annonce conjointe de l'arrêt des violences, le 8 février 2005, par Mahmoud Abbas, successeur du défunt Yasser Arafat, et d'Ariel Sharon, devenu Premier ministre, en marque l'épilogue. En près de cinq ans, quelque 4 700 personnes ont péri, à près de 80 % Palestiniens. Depuis, les appels épisodiques à une troisième intifada relèvent essentiellement de l'incantation, d'autant que la barrière de séparation israélienne en Cisjordanie et le retrait israélien de Gaza ont réduit le périmètre de confrontation. « Nous avons essayé l'intifada, cela nous a causé beaucoup de tort », a déclaré Mahmoud Abbas au quotidien arabe *Al Hayat*.

L'impasse se confirme, bien que les Arabes aient accordé à Israël, lors de la réunion de la Ligue arabe, un délai d'un mois pour le gel des colonies. Ils donnent l'impression de ne pas avoir beaucoup de choix.

La question pour l'Autorité palestinienne est la suivante :

Que reste-t-il comme options qui ne pourraient être qu'unilatérales ?

Plusieurs, semble-t-il. La question consiste à savoir quelle est la moins mauvaise et surtout la plus crédible pour le peuple palestinien.

La première consisterait à accélérer le processus de déclaration unilatérale de l'Etat palestinien tel que le prévoit Salam Fayyed, le Premier ministre, qui choisit la même tactique que les Israéliens : la politique du fait accompli. Pour cela, il s'efforce actuellement de dynamiser le secteur économique palestinien, de collecter des fonds privés auprès de l'Arabie saoudite et des Emirats, de reconstruire des villes et même d'en créer de nouvelles. Et cela donne l'impression de marcher. Ramallah, la capitale administrative provisoire, s'est largement relevée de ses ruines datant de la dernière intifada.

Des nouvelles constructions ont poussé comme des champignons à un quart d'heure du check-point israélien de Qalandia, situé dans la banlieue nord de Jérusalem. Des grandes marques commerciales internationales s'y sont installées. Tout cela pour répondre aux besoins d'une bourgeoisie affairiste palestinienne qui fait fortune dans le cadre de l'ultralibéralisme prôné par le Premier ministre palestinien. Ramallah vit en silence son éclatant boom économique. Depuis deux ans, les prix des logements, qui montaient en flèche déjà en 2005, ont subi une croissance de 300 %. Les touristes occidentaux viennent et les fonds étrangers circulent. La compagnie koweitienne de télécommunication Wataniya a décidé depuis peu d'investir 700 millions de dollars en Cisjordanie, « parce que le marché du téléphone a un potentiel immense et que la situation est stable », nous informe Allan Richardson, un Irlandais, PDG de la branche palestinienne de la compagnie. Partout à Ramallah, on peut voir les énormes affiches rouges de la Wataniya : *« Belle couleur, non ? Ça a un énorme pouvoir de persuasion. »*

Cette prospérité est fragile et est loin d'être la même dans le reste de la Palestine. Fayyed ne pourra pas faire de miracle. La réalité de l'occupation avec la division du territoire en trois zones A, B et C, empêche à ce jour toute continuité territoriale, donc tout développement économique cohérent.

Mais il y a plus. D'une part, le Premier ministre israélien, sans pressions extérieures conséquentes, aura du mal à accorder au nouvel Etat palestinien les attributs d'un pays

indépendant, entre autres une monnaie. Netanyahou accepterait seulement un «*territoire alloué aux Palestiniens sans armée, sans contrôle de l'espace aérien, sans monnaie, sans entrée d'armes et sans possibilité de nouer des alliances avec l'Iran ou le Hezbollah*». Proposition évidemment inacceptable pour les Palestiniens. D'autre part, le Premier ministre palestinien Salam Fayyed poursuit sa propre idée qui consiste, comme on vient de le voir, à d'abord consolider l'économie palestinienne pour acquérir une certaine indépendance vis-à-vis d'Israël. Il tient à sa déclaration unilatérale d'indépendance de la Cisjordanie en août 2011. Les Occidentaux ne le suivront pas dans son projet, en raison notamment d'une impossibilité juridique. Les accords d'Oslo signés en 1995 stipulent qu'Israël et l'Autorité palestinienne «*s'engagent à ne pas prendre de mesures unilatérales*». L'indépendance décrétée par Fayyed constituerait donc une violation de ces règles et pourrait alors frapper de nullité les accords d'Oslo et la légitimité même de l'Autorité palestinienne qui en découle. Après, tout le monde sait qu'un accord se renégocie en fonction du rapport de forces politique ou militaire qui peut être imposé. Dans le cas de Fayyed, cela sera sa capacité à mobiliser durablement derrière lui les pays arabes, mais surtout les Occidentaux. Cela sous-entendra un isolement accru d'Israël, et cela n'est pas encore acquis.

« La création d'un Etat palestinien est le gage d'un avenir de paix. Il doit procéder des négociations bilatérales », a déclaré au quotidien palestinien *Al-Ayam* Bernard Kouchner, en visite en Israël et dans les territoires palestiniens avec son homologue espagnol Miguel Angel Moratinos.

Cette première option n'est pas près d'être à l'ordre du jour, car les Occidentaux n'en veulent pas, pour l'instant.

Une question qui dérange Israël

Parallèlement à cette première option, l'Autorité palestinienne vient de rendre publique une question à l'attention d'Israël, en réponse à la demande des Etats-Unis de formuler une contre-proposition à l'offre du Premier ministre Benyamin Netanyahou. « Nous demandons officiellement à l'administration américaine et au gouvernement israélien de fournir une carte de l'Etat d'Israël qu'il veut que nous reconnaissions, a déclaré Yasser Abed Rabbo, un des dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui conduit les négociations de paix avec Israël. Si cette carte est fondée sur les frontières de 1967 et prévoit la fin de l'occupation israélienne de tous les territoires palestiniens occupés en 1967, nous reconnaîtrons Israël quel que soit le nom qu'il se donne, conformément au droit international », a-t-il précisé. Le département d'Etat américain a enjoint les Palestiniens de faire une contre-proposition à l'offre exposée lundi par Netanyahou, qu'ils ont aussitôt rejetée comme « sans rapport avec le processus de paix », d'échanger un gel des colonies contre la reconnaissance d'Israël comme « Etat du peuple juif ».

On peut prévoir sans trop se tromper qu'Israël utilisera toutes les manœuvres dilatoires possibles pour éviter de répondre à cette question, allant même sans doute jusqu'à prétendre qu'elle est hors sujet, alors qu'au contraire elle est au cœur du problème.

Reste une seconde option, qui semble plus radicale et qui consisterait en une autodissolution de l'Autorité palestinienne en s'en remettant à L'ONU.

Pour cela, Mahmoud Abbas se dit prêt à proposer à l'Assemblée générale de l'ONU le placement des territoires occupés sous tutelle internationale. « Après plus de dix-neuf ans, depuis la conférence de paix de Madrid en 1991, les pourparlers avec Israël n'ont abouti à rien, a affirmé à l'AFP un des négociateurs palestiniens, Mohamad Chtayyeh. Cela n'a pas de sens pour les Palestiniens de continuer à attendre la conjonction d'un gouvernement israélien qui veuille la paix et d'une administration américaine qui soit capable de faire pression sur Israël. L'expérience montre que cela ne se produira pas, a ajouté Chtayyeh. Cela n'a pas de sens non plus de laisser à l'occupant (israélien) le soin de mettre fin à l'occupation. » Au début des actuels pourparlers en septembre, le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, en avait également dramatisé l'enjeu, prévenant que l'Autorité risquait de disparaître au profit des islamistes radicaux du Hamas en cas de nouvel échec.

Tout cela, hélas, n'est que de la rhétorique de diplomate. Il est peu probable en effet que l'on assiste à un sabordage de l'Autorité palestinienne. Même si celle-ci a clairement échoué politiquement, il existe déjà un embryon d'Etat et de bureaucratie qui fait vivre des milliers de fonctionnaires, de flics et de militaires faisant eux-mêmes vivre des milliers de familles, même à Gaza pourtant fief incontesté du Hamas.

Si sabordage il y avait, cela laisserait le champ libre au Hamas, et cela personne ne le souhaite. Donc, la communauté internationale, l'Europe en tête, fera tout pour éviter cette éventualité. L'Autorité palestinienne le sait, et de ce fait n'hésite pas à dramatiser la situation pour faire pression sur ses partenaires américains et occidentaux.

Que veut vraiment Israël derrière ces pseudo-négociations ?

L'Etat hébreu, on le voit, adopte de son côté une attitude de plus en plus agressive, se sentant sûr de lui-même. Il s'arme idéologiquement d'une vision très maximaliste du sionisme, et on a vu ainsi le premier ministre Netanyahou adopter le projet de nouveau serment pour les candidats à la citoyenneté israélienne : ils devront prêter un serment d'allégeance à « Israël, Etat juif et démocratique », en vertu d'un projet d'amendement à la loi sur la citoyenneté de 1950, moment où les différentes tractations pour sauver le processus de paix se trouvaient dans un véritable goulet d'étranglement. De quoi représenter un vrai défi. Et même lorsque les Arabes ont fait preuve de retenue en reportant d'un mois leur décision, il n'a même pas fait de commentaire. Que veut donc Israël ? Selon le chercheur Gomaa Khamis, directeur de la rédaction du journal *Al-Qods*, « il est évident qu'Israël veut parvenir à la paix, mais selon sa propre formule, comme toujours. Il veut en même temps maintenir ses activités de colonisation tout en restant à la table des négociations avec les Palestiniens. D'une part, il s'ancre dans la terre à travers les colonies, la politique du fait accompli ; d'autre part, il tente d'améliorer l'image de marque d'un Israël qui œuvre pour la paix. » Netanyahou, en effet, veut démontrer que c'est lui qui veut et qui insiste pour que les négociations se poursuivent, pour maintenir l'image d'un homme recherchant la paix. « Les deux dernières années, Israël a consacré 500 millions de dollars pour améliorer son image de marque », a ajouté Khamis. La bonne vieille *hasbara*...

De toute façon, Tel-Aviv est sûr que les Arabes ne peuvent pas faire marche arrière, en dépit des déclarations de Mahmoud Abbas. Du moins, ils ne prendront pas de position contre Israël, si ce n'est pour ménager les Etats-Unis. D'ailleurs, un proche de Netanyahou, cité par la radio israélienne, s'est félicité que la porte des négociations n'avait pas été fermée définitivement, estimant : « Le pragmatisme l'a emporté. » En d'autres termes, l'enlisement diplomatique et politique s'installera pour longtemps encore. Cela, malgré le nouveau délai d'un mois arraché par les Américains aux Palestiniens.

La droitisation de la société israélienne

Quand bien même l'Etat israélien pourrait sembler avoir remporté une victoire en ne cédant sur rien ni à personne, cette victoire est fragile – à l'image de la position de Netanyahou au sein de sa coalition, où l'extrême droite fait ce qu'elle veut tout en étant minoritaire. Le parti ultranationaliste d'Avigdor Libierman, Israël Beïtenou, dispose de 15 sièges sur 120 à la Knesset, le Parlement israélien. Il représente 12 % de l'électorat, ce qui n'est pas rien pour bâtir une coalition. De plus, ce parti s'appuie sur ses relais sociopolitiques traditionnels que sont les colons à travers leur organisation, le YESHA, le conseil des colonies, structure non officielle mais très influente dans la vie politique israélienne. Ce parti et cette structure parti-

cipent largement à la droitisation de la société israélienne. Mais cette droitisation n'est pas le seul élément qui caractérise cette société : celle-ci est aussi fragmentée. Au départ, se voulant multiculturelle, c'est la logique communautariste qui l'a emporté. L'exemple le plus flagrant est celui de la communauté russe. Aux élections de 2006, près de 60 % des immigrés russes ont donné leur voix à Avigdor Lieberman. Cette communauté venue il y a vingt ans d'ex-URSS ne s'est pas complètement intégrée dans le melting-pot israélien. Vingt ans après, les « Russes » constituent toujours un électorat à part, qui pousse sérieusement à droite le curseur politique israélien. « Pas tellement parce que Lieberman est d'origine russe, mais parce qu'il incarne pour eux l'homme fort dont ils rêvent », explique Michael Phillipov, de l'Institut israélien pour la démocratie (IID). Pour ce jeune chercheur, auteur d'une enquête réalisée entre 2003 et 2007, la majorité des immigrants de 1990 possède une culture politique « post-soviétique ». Selon lui, les Israéliens d'origine russe se distinguent par un « complexe de l'ennemi », qui leur fait voir Israël comme un bastion assiégé. 81 % d'entre eux veulent que le gouvernement « encourage les citoyens arabes d'Israël à émigrer », une opinion partagée par 56 % du reste des Israéliens juifs. Une grosse majorité de « Russes » (72 %, contre 58 % des autres Israéliens juifs) « ne voit pas de contradiction entre la démocratie et un gouvernement autoritaire fortement centralisé qui sait ce qui est bon pour le peuple », remarque Phillipov.

On assiste donc à une conjonction de circonstance entre le sionisme traditionnel de droite et une culture et une mentalité postsoviétiques produisant un électorat basé sur le conservatisme et le nationalisme anti-arabe. Les politiciens du Likoud, Netanyanhou en tête, l'on bien compris et ont bien su l'exploiter à leur profit.

Le choix des Palestiniens

Que reste-t-il aux Palestiniens à part la radicalité d'une troisième intifada ? Celle-ci, si réellement elle se déclenche, n'aura pas le même aspect que les précédentes. En effet, les Palestiniens ont tiré les enseignements des années précédentes et du lourd tribut à payer en vies humaines. De nouvelles formes de lutte apparaissent, basées en particulier sur la non-violence active. Dans un article du *Monde diplomatique* de janvier 2010, Alain Gresh cite la journaliste israélienne Amira Hass qui écrivait dans *Ha'aretz* du 23 décembre 2009 : *« Ce qu'Israël craint le plus, c'est le développement des luttes populaires : « Danger, popular struggle. (...) Ce qui est dangereux dans la lutte populaire, c'est qu'il n'est pas possible de la qualifier de terroriste. (…) La lutte populaire, même si elle est limitée, montre que l'opinion publique palestinienne est en train d'apprendre de ses erreurs passées et de l'utilisation des armes, et elle offre des solutions de rechange que même les hauts fonctionnaires de l'Autorité palestinienne ont été obligés d'appuyer – au moins au niveau des déclarations publiques. » « Yuval Diskin et Amos Yadlin, les chefs respectifs du service de sécurité du Shin Bet et du renseignement militaire, ont déjà exposé leurs craintes. Au cours d'une réunion d'information au gouvernement, ils ont expliqué : Les Palestiniens veulent continuer et construire un Etat de bas en haut... et forcer Israël à un accord d'en haut. La sécurité actuelle en Cisjordanie et le fait que l'Autorité agit contre le terrorisme de manière efficace ont amené la communauté internationale à se tourner vers Israël et à lui demander de faire des progrès [dans les négociations]. » « La répression brutale de la première intifada, et la répression à balles réelles des premières manifestations non armées de la deuxième intifada ont prouvé aux Palestiniens que les Israéliens ne les écoutent pas. La répression a laissé un vide qui fut comblé par la glorification de ceux qui prônaient l'utilisation des armes. »*

La non-violence active fait donc maintenant l'objet d'une nouvelle stratégie de la part de l'Autorité palestinienne. Lors de sa tournée en France en février, Salam Fayyad, le Premier ministre palestinien, a ainsi affirmé que son programme pour arriver à la création d'un Etat palestinien d'ici à 2011 était basé sur la « non-violence ». Il a, depuis quelques mois, joint le geste à la parole en appliquant des techniques de lutte non-violente qui ont fait leur preuve dans d'autres pays. L'Autorité palestinienne appelle, par exemple, au boycott des produits fabriqués dans les colonies, en vente dans les supermarchés de Cisjordanie. Un site internet en arabe et en anglais où sont listés ces produits a même été ouvert. On a vu aussi, récemment, le Premier ministre palestinien replanter des oliviers au nord de Bethléem, au lendemain de leur arrachage par des bulldozers israéliens. Politique de communication, sans doute, mais qui commence à se répandre auprès de la population palestinienne.

Pour exemple, le succès des manifestations de Bil'in, un village de Cisjordanie où depuis cinq ans Israéliens, Palestiniens et militants internationaux manifestent contre le Mur – dont l'édification a annexé, de fait, une partie des terres du village. En septembre 2007, la Cour suprême israélienne a ainsi jugé à l'unanimité que le tracé du mur portait préjudice à Bil'in et qu'il devait être modifié. Surtout, les manifestants ont, peu à peu, réussi à conférer une image bon enfant à leur mouvement, à l'opposé des violences des groupes de jeunes colons. Récemment, les manifestants de Bil'in ont d'ailleurs clairement exprimé le caractère non-violent de leur action en invoquant Gandhi, Luther King et Mandela.

La réponse israélienne

Face à cette nouvelle forme d'action, le gouvernement israélien semble avoir opté pour la force. Les arrestations de manifestants se sont multipliées, comme à Sheikh Jarrah. La répression des manifestations est de plus en plus violente. Les ONG israéliennes de défense des droits de l'homme subissent depuis quelques mois également une campagne de discrédit. Quitte à verser dans l'absurde. Le 15 mars 2010, les deux villages de Bil'in et de Nil'in ont ainsi été déclarés « zone militaire » uniquement le vendredi, soit le jour des manifestations hebdomadaires... De même on peut se demander si l'annonce faite de la construction de 1 600 nouveaux logements à Jérusalem-Est n'avait pas pour principal objectif de provoquer la colère des Palestiniens. Et, de fait, de les éloigner de cette stratégie ? Une stratégie de la tension en partie gagnée, puisque le Hamas a appelé à une nouvelle intifada dans la Bande de Gaza. Sera-t-il entendu ? La troisième option que pourrait représenter ce nouveau mode de lutte que serait la non-violence active sera-t-elle suivie ? L'avenir le dira.

Patrick FELDSTEIN,
Caen, octobre 2010

Sources : *Le Monde Diplomatique, Ha'aretz, Jérusalem post, El Watan* (quotidien algérien) *Al Arham* (quotidien égyptien), *L'Orient Le Jour* (journal libanais).

Les massacres de Sétif et de Guelma en 1945, prélude à la guerre d'indépendance

Les massacres de Sétif et de Guelma, en mai 1945, passent pour être les plus importants commis par la France coloniale : entre 10 000 et 20 000 morts en deux mois seulement ! Ils signent la rupture définitive entre les Algériens de souche et les colons.
Comme au Cameroun ou à Madagascar (1), la défaite du nazisme et la victoire des alliés avaient suscité l'espoir que « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », affirmé par les vainqueurs dans la Charte des Nations unies, se traduirait très vite, dans les faits, par un statut proche de l'indépendance. Une espérance renforcée, là aussi, par l'engagement d'un nombre important de colonisés (environ 150 000 Algériens) dans l'armée aux côtés du général de Gaulle !



Arrestations de civils menés vers leur propre exécution avant de finir brûlés dans des fours à chaux de Guelma

Pour les population autochtones d'Algérie, essentiellement agricoles et dont les colons se sont emparés des meilleures terres au fil de la colonisation, le quotidien, au sortir de la guerre, ce sont les famines, la misère, le chômage ou le travail forcé. Des conditions encore aggravées par les années de guerre, une suite de sécheresses et une invasion de parasites qui hypothèquent les récoltes.

Le 1er mai 1945, une manifestation fut organisée à Alger par le Parti du peuple algérien (PPA) jusque-là clandestin, pour la libération de Messali Hadj, son président. Ce dernier avait été l'un des fondateurs, en 1926, de l'Etoile nord-africaine (ENA) qui, déjà, posait la question de l'indépendance et qui fut dissoute en 1937 par… le Front populaire. Il fut ensuite élu à la présidence du PPA, dissous lui aussi en 1939.

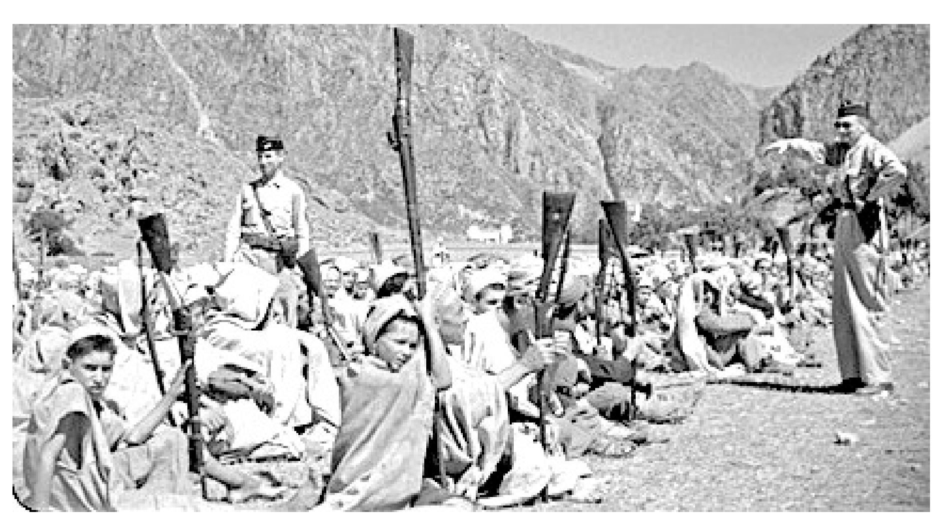
Le 8 mai, une nouvelle manifestation est organisée à Sétif par le PPA et les AML (Amis du manifeste de la liberté, de Ferhat Abbas) (2), pour fêter l'armistice et la fin du régime de Vichy, déposer une gerbe au monument aux morts et revendiquer le droit à l'indépendance. Le PPA a accepté de donner la consigne de ne porter ni drapeaux ni armes, comme l'a exigé le préfet de la République. Mais les slogans « Vive l'Algérie libre et indépendante » et « A bas le fascisme et le colonialisme » fusent parmi les 10 000 manifestants. Prenant prétexte qu'un drapeau algérien a été, malgré tout, brandi dans la manifestation, la police intervient, abat son porteur ainsi que le maire socialiste de la ville qui tentait de s'interposer. Dès les premiers signes de rébellion, des coups de feu sont tirés sur la foule par des Européens, depuis les fenêtres des immeubles environnants. L'émeute éclate, gagne les villes voisines, le couvre-feu et l'état de siège sont décrétés, puis la loi martiale proclamée : « Les musulmans ne peuvent circuler sauf s'ils portent un brassard blanc délivré par les autorités et le justificatif d'un emploi dans un service public. »

A Guelma, à 150 kilomètres de Sétif, les « manifestations musulmanes » avaient été interdites en ce 8 mai. Malgré cela, 2 000 personnes se rassemblent, drapeaux au vent. C'est une milice européenne menée par le préfet Achiary (futur chef de l'OAS en 1961) qui se charge alors de tirer sur la foule.

L'écrivain Kateb Yacine, né dans la wilaya de Guelma, était lycéen à l'époque et a vécu les événements de Sétif ; il écrit :

« *Je témoigne que la manifestation du 8 mai était pacifique. En organisant une manifestation qui se voulait pacifique, on a été pris par surprise. Les dirigeants n'avaient pas prévu de réactions. Cela s'est terminé par des dizaines de milliers de victimes. A Guelma, ma mère a perdu la mémoire (...) On voyait des cadavres partout, dans toutes les rues. La répression était aveugle ; c'était un grand massacre.* »

Le 9, l'armée est requise pour mater les rebelles, qui laissent éclater leur colère vis-à-vis des Européens en les pourchassant quand ils le peuvent. La marine bombarde les côtes ; les mutins qui se réfugient dans les montagnes sont abattus par l'aviation.



Propagande coloniale - (à la mode Tartarin de Tarascon) : on distribue des armes sans munitions aux civils pour un besoin de propagande : « les insurgés déposent les armes ». Ils feront TOUS partie des victimes assassinées, jetées vivantes du haut de la falaise de Kherrata (voir les gorges de Kherrata au fond de la photo) et enfin ramassées et brulées dans des fours à chaux.



« La chasse aux Arabes », comme disaient les pieds-noirs, dure six semaines. En effet, l'armée n'est pas l'unique force de pacification. Des milices de colons, armées par les militaires avec la plupart du temps l'aval des autorités administratives, interviennent de manière particulièrement sanglante (3) : émeutiers brûlés vifs, tortures, exécutions sommaires, pillages en règle sont le quotidien de ce déchaînement de haine. Des automitrailleuses surgissent dans les villages et tirent sur les habitants qui tentent de fuir vers les montagnes. Des milliers de cadavres amenés par des va-et-vient de camions sont tout simplement jetés dans des fours à chaux, en particulier dans la ville, elle aussi martyre, de Kherrata.

L'armée vide des villages entiers et regroupe tous les musulmans pour organiser des cérémonies de soumission où tous les hommes doivent se prosterner devant le drapeau français et répéter en chœur : « Nous sommes des chiens et Ferhat Abbas est un chien. » Après ces cérémonies, certains sont quand même embarqués puis assassinés.

Cette répression aveugle fut planifiée comme telle, avec l'objectif précis d'exterminer le plus rapidement possible plusieurs milliers d'Algériens dits « musulmans ». Les chiffres officiels de l'époque font état de 100 Européens et de 1 500 musulmans tués. Le chiffre officiel des gouvernements algériens sera de 45 000 morts. La France en reconnaît maintenant entre 5 000 et 10 000, les historiens s'accordent sur la fourchette entre 10 000 et 20 000. Quoi qu'il en soit, la multiplicité des témoignages ne laisse aucun doute sur la volonté d'extermination massive. Mais à l'époque, en métropole, la censure de l'armée fut pratiquée de la manière la plus sévère qui soit, si bien que la presse resta presque muette. Elle ne fera état des « événements » que quelques semaines plus tard, pour ne reproduire que les communiqués du gouvernement de la République française – celui, provisoire, présidé par le général de Gaulle et dans lequel on retrouve deux communistes : Tillon, ministre de l'Air, donc de l'Aviation, qui s'illustra lors de la répression en Algérie ; et Billoux, ministre de la Santé. Parmi les socialistes omniprésents au gouvernement, Pierre Mendès France, Robert Lacoste, François Tanguy-Prigent, Paul Ramadier, Christian Pineau…

Dans le contexte de cette France de l'après-guerre en ébullition, il n'est guère difficile de passer sous silence ces lointains événements. Entre les procès de Brasillach, de Maurras ou de Pétain, les élections municipales qui voient les femmes voter pour la première fois, la victoire des gauches le 21 octobre pour la première Assemblée constituante, les préoccupations restent strictement hexagonales dans un mélange d'exaltation composé à la fois d'esprit de vengeance vis-à-vis des traîtres et d'émerveillement devant les conquêtes sociales (école primaire



unique, nationalisations, comités d'entreprise, etc.). L'outre-mer est bien loin, et sans intérêt aux yeux du plus grand nombre, d'autant que les forces de gauche s'ingénient à concilier colonialisme et nationalisme tricolore. L'Union nationale est donc totale pour à la fois éradiquer la moindre tentative de révolte et faire le silence complet sur ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée, comme à Madagascar ou au Cameroun.

Et d'ailleurs, ce fameux MNA de Messali Hadj n'a-t-il pas lui-même plus ou moins collaboré, en essayant de voir ce qu'il adviendrait de l'Algérie en cas de victoire allemande ? N'est-il pas soupçonné d'antisémitisme ? Selon *L'Humanité*, le quotidien du PCF, les émeutiers ne sont ni plus ni moins que des sympathisants nazis *(voir encart)*. Une milice du PCF (d'Algérie) sert même d'auxiliaire à l'armée contre les « rebelles musulmans ». Il est juste cependant de dire que certains communistes d'Algérie eurent une attitude plus honorable par la suite. Par exemple Fernand Yveton, le militant communiste indépendantiste qui sera guillotiné à Alger le 11 février 1957 avec l'accord de… François Mitterrand, garde des Sceaux du gouvernement Guy Mollet (SFIO).

Tandis que les massacres commis à Madagascar, au Cameroun ou encore ailleurs étaient nourris par la morgue colonialiste, le racisme et le mépris de l'indigène, ceux qui ensanglantèrent alors l'Algérie avaient probablement quelque chose en plus : la conscience de la fin d'une époque. Voir les milliers d'Algériens réclamer l'Istiqlal (l'indépendance), le drapeau avec le croissant rouge et l'étoile brandi (4), tandis que quelques Français de souche étaient tués par les insurgés a été justement compris comme les premiers symptômes d'un inévitable départ, provoquant un profond désespoir dans la communauté pied-noir. Ce désespoir engendra des actes qui précipitèrent ce dont les colons ne voulaient pas : le basculement de toute une population dans le camp de l'indépendance. Dix ans plus tard éclatait l'insurrection algérienne sur l'ensemble du territoire.

JPD

(1) Voir *Courant alternatif*, été 2010, « Cameroun 1955-1971, une guerre coloniale qui n'a jamais eu lieu » ; novembre 2010, « Madagascar la rebelle ».

(2) Ferhat Abbas avait publié en pleine guerre un manifeste demandant la nationalité française pour les Algériens… Il fut plus tard un des fondateurs du FLN, et en 1958 le premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne en exil. A l'indépendance, il devient le premier président de la République algérienne. Opposant de Ben Bella ensuite, il est emprisonné jusqu'en 1965, date du putsch de Boumediene.

(3) On trouve de nombreux témoignages dans l'ouvrage de Boucif Mekhaled *Chronique d'un massacre : 8 mai 1945, Sétif, Guelma, Kherrata* , Au nom de la Mémoire/Syros, Paris, 1995.

(4) Drapeau par ailleurs « inventé » par l'épouse française de Messali Hadj, Emilie Busquant, ce qui résonne comme un crachat à la figure du colon.

Le PCF, un parti colonialiste

Dans les colonnes de *L'Humanité*, le parti stalinien déclarait que *« les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthode hitlériennes »*. Il parlera aussi *« de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place »*. Le 21 mai 1945, le Parti communiste demande dans *L'Humanité* au gouvernement de *« punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes »*. Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclare encore à la tribune de l'Assemblée nationale le 11 juillet : *« Les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes. »* Alors que de Gaulle avait demandé que soient prises *« toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs »*, le bureau politique du PCF publiait le 12 mai un communiqué déclarant : *« Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute »*, au nom de la défense *« de la République française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible »*. Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières, et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant que soient *« passés par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays. »* (Didier Idjadi, *Le PCF en Algérie*, 2009.)

Quelques griefs contre la construction du Center Parcs de Roybon, dans les Chambarans (Isère)

Le texte qui suit retrace la lutte menée depuis quelques années par des opposants à un projet de Center Parcs à Roybon, dans l'Isère. Après avoir exposé les raisons du refus de ce projet, les auteurs nous font part de leur analyse sur les insuffisances de la mobilisation actuelle.

Un *Center Parcs* est une ville de vacances privée et fermée dans laquelle il y a une bulle de 30 000 m^2 avec une végétation tropicale autour d'une piscine à remous qui se trouve à la température de 29°C. C'est ce que vend la société Pierre & Vacances dans ses *Center Parcs* pour profiter d'un tourisme à l'année contrairement au tourisme blanc, le tourisme des stations de ski, et le tourisme côtier qui sont saisonniers. Ici on vient durant toute l'année. Sous la bulle, il y a des restaurants, des boutiques, de quoi pratiquer des activités. À l'extérieur, on trouve une mini-ferme des animaux, un centre de séminaire et des parcours à VTT, à cheval et d'accrobranche. Les touristes habitent dans des bungalows. Il y en aura pour celui de Roybon 1021, pour 4 à 8 personnes. Mais la construction d'un *Center Parcs* est avant tout une opération immobilière. Le terrain a été acquis au prix du non-constructible à 30 centimes d'euro le m^2. (1)Dans la région le m^2 constructible coûte environs 80 euros... On vend à Pierre & Vacances un terrain non viabilisé et on lui offre la viabilisation immédiatement après. Le fait de vendre le terrain non viabilisé permet de justifier la vente à un prix dérisoire et ensuite la société Pierre & Vacances bénéficie de la viabilisation en prétendant que cela va servir à toute la région, qui n'en avait pourtant jusque là pas besoin.

« Pierre & Vacances, un acteur majeur de la Région », rien de moins !

La société Pierre & Vacances fait construire ces habitations lorsqu'elle a trouvé des investisseurs. Les bungalows sont en effet vendus à des investisseurs qui les loueront ensuite à la société Pierre & Vacances qui se chargera de les remplir de touristes. Les bungalows sont mis en vente aux prix de 235.000 euros pour un 54 m^2, jusqu'à 372.000 euros pour un 85 m^2. Pour attirer les investisseurs, le directeur, Gérard Brémond, a su jouer de son charisme et de ses relations à l'assemblée législative et aux ministères pour faire voter un ensemble de décrets qui lui sont favorables. Un journaliste des *Échos,* dans son article *«Gérard Brémond : jamais en vacance»* (paru le 01/02/2007), nous disait même que «le secteur de la promotion immobilière lui doit notamment tous les décrets, baptisés dans les couloirs de l'Assemblée nationale *les amendements Brémond*». L'investisseur récupère la TVA grâce à la loi Demessine, puisque la société Pierre & Vacances implante son *Center Parcs* à Roybon en *zones de revitalisation rurales* (ZRR). Il peut bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu qui peut aller jusqu'à 25% grâce à la loi Cellier. Il bénéficie aussi d'une aide de 7.000 euros pour investissement dans une résidence de tourisme qui a été gracieusement proposée par Monsieur Vallini, président du Conseil général de l'Isère. Pierre & Vacances a fait du chantage aux collectivités. Ce *Center Parcs* devrait se faire à Roybon car les autres départements qui étaient en concurrence avec le département de l'Isère n'avaient pas les moyens de s'offrir le *Center Parcs*. Vallini a déclaré que le département de l'Isère (en concurrence avec deux autres départements) avait mis la plus grosse somme d'argent sur la table, et que c'est pourquoi il avait été choisi par Pierre & Vacances ! (2)

Le projet va permettre de faire travailler sur le chantier 700 personnes, et permettrait ensuite de créer 700 emplois dans le *Center Parcs*. Il s'agit en fait de 470 emplois *équivalents temps plein*. Les cadres viendront d'ailleurs et localement ce seront principalement des emplois de femmes de ménage, d'agents de services etc. Il est prévu de faire travailler 300 femmes de ménage et d'entretien qui travailleront 10 heures par semaine, dont 5 heures le vendredi et 5 heures le lundi ; c'est-à-dire les jours où les 8000 touristes se croiseront sur les routes, les aéroports et les gares.

Cela rapporterait aussi 12 millions d'euros de fournitures et de services localement. Les entreprises du Bâtiment et Travaux Publics vont pouvoir signer quelques contrats et leurs patrons seront heureux de faire vivre leur entreprise et de tirer quelques profits... Mais nous, opposants au projet, voulions aussi mettre en cause la manière comptable d'aborder les problèmes sociaux. Nous voulions montrer du doigt dans quel genre de société nous vivons. Nous voulions dénoncer la folie d'un monde qui se voit obligé de détruire ses richesses (le vivant et le beau) pour pouvoir constamment reconstruire, parce que le système nous oblige à produire afin de pouvoir créer des emplois et consommer. Depuis des décennies, les crises se succèdent et le problème reste sans solution. Cela ne peut pas durer éternellement ! Dans son histoire, la société industrielle s'est développée à partir d'une production locale pour ensuite consacrer certaines régions à des industries particulières. À Saint Siméon de Bressieux, à une dizaine de kilomètre de Roybon, il y avait l'entreprise de mécanique Schaeffler qui a fermé en 2009. On a promis aux ouvriers licenciés, qui faisaient de la mécanique jusque-là, qu'ils auraient un emploi dans le tourisme à Roybon, dans le *Center Parcs*. Ces gens-là travaillaient pour une industrie dont les conventions collectives avantageuses pour les ouvriers de ce secteur avait été gagnées par des luttes sociales. Ils vont se retrouver dans le secteur du tourisme, dont les conventions sont parmi les plus pourries de l'industrie, où on vous fait venir pour travailler quelques heures et à des heures et des jours impossibles (dimanches et jours fériés compris). En prenant de la distance, nous nous apercevons que l'essentiel est produit ailleurs et nous fabriquons ici de l'artificiel, du superflu.

Nous ne cherchions pas évidemment à défendre une industrie contre une autre, nous cherchions à dénoncer comment la société est en train de se transformer en une société qui se borne à produire de l'artificiel et des services. On fabrique de l'artificiel pour réaliser des produits qui ne sont pas essentiels et ensuite on passera ses vacances à *Center Parcs* pour

consommer de l'artificiel et des services produits par des gens qui, il n'y a pas si longtemps, avaient un savoir-faire, un métier dont l'économie et les technocrates ont décidé de se défaire. Nous cherchions aussi à comprendre pourquoi la société en est arrivée là et essayions de voir comment il est possible d'en sortir. Les choses se font de manière automatique, à cause d'une rentabilité et d'une concurrence sans état d'âme à laquelle les producteurs se trouvent obligés de participer ; le système ayant pour loi celle du plus fort, il faut être le premier avant les autres à produire du nouveau pour créer une «niche» dans laquelle celui qui l'aura créée aura l'avantage sur les autres. Nous nous retrouvons ainsi à produire de l'artificiel et à consommer de l'artificiel.

La société Pierre & Vacances vise une clientèle la plus large possible. Son souci principal, une fois le *Center Parcs* construit et les bungalows vendus, est de le remplir. Quand les communiquants s'adressent aux écologistes, ils déclarent que cela sera un tourisme isérois sans déplacements importants. Alors que par ailleurs lorsque la société s'adresse aux investisseurs, elle leur dit que les touristes viendront de toute la France et même de l'étranger. Elles nous montrent les autoroutes, l'aéroport etc. Suivant les personnes auxquelles elle s'adresse, la société Pierre & Vacances change de langage. De toute évidence, elle ne remplira pas les bungalows qu'avec les Isérois.

Lorsque nous nous étions intéressés à la question, nous avions suivi l'actualité dans les *Centers Parcs*. Nous apprenions que le personnel s'était mis en grève contre les conditions de travail et les salaires misérables, dans les trois domaines qui étaient ouverts alors aux touristes. Le rêve présenté par le Conseil général et la plupart des élus nous affirmant que le *Center Parcs* allait créer des emplois s'écroulait. Les emplois que l'on voudrait créer sont des emplois de merde ! Nous avions appris aussi que les employés ne restaient pas. Ils travaillaient un temps puis partaient ailleurs trouver mieux. Il y a eu d'abord en juin 2009 dans le *Center Parcs* du lac d'Ailette près de Laon dans l'Aisne une grève de la société de nettoyage GSF, qui est une société sous-traitante qui travaille pour *Center Parcs* et nettoie les bungalows. Cette société avait remplacé auparavant la société K dont les employés s'étaient mis en grève en juillet 2008. Nous avions appris aussi que dans ce domaine du lac d'Ailette, le personnel de ce *Center Parcs* s'était mis en grève 2 mois plus tard, en août 2009, pour demander une augmentation des salaires et des effectifs. En décembre 2009, le personnel du *Center Parcs* de Verneuil-sur-Avre en Normandie (le domaine des Bois-Francs) s'était mis en grève en demandant une augmentation de salaire de 4%. La direction leur avait proposé seulement une augmentation de 1,3%. En Sologne dans le domaine des Hauts de Bruyères, le personnel du *Center Parcs* de Chaumont-sur-Tharonne s'était mis en grève en décembre 2009 aussi parce que l'on voulait dé-localiser le service comptabilité en Hollande. Il s'agissait de 11 personnes qui travaillaient dans ce service de comptabilité à qui on avait dit du jour au lendemain que la comptabilité allait se faire ailleurs en Hollande. Ces 11 personnes, qui n'étaient pas syndiquées, s'était mises en grève contre la procédure de licenciement économique collectif. Elles avaient écrit auparavant une lettre assez saisissante qu'elles avaient signée «Les naufragés de la bulle» et qu'elles avaient envoyée aux maires, à leur député et aux journaux. Dans cette lettre de détresse, elles disaient combien elles étaient surprises de voir l'entreprise faire des bénéfices en France et la voir renvoyer leurs emplois en Hollande. Elles disaient aussi combien elles se sentaient isolées, se posant même la question : «Faudra-t-il faire la Une des journaux avec "Premier suicide chez *Center parcs*" pour que [cesse] cette course infernale, lancée par des financiers peu intéressés du sort de ces salariés qu'ils jettent à la rue avec des indemnités dérisoires, alors qu'eux seront grassement récompensés par une prime d'objectif atteint ?» (3) Comment peut-on encore croire en ce système qui voudrait nous faire oublier qu'il brise des vies, en se présentant comme un système créateur d'emploi ? Il crée effectivement des emplois mais c'est toujours aux dépens d'autres emplois ! Toutes les luttes pour l'emploi se sont cassé les dents. Il faudrait aujourd'hui en tirer les conséquences.

Un « projet écolo » dont s'accommodent les environnementalistes

La publicité a réussi à forger à propos des *Center Parcs*, une image très *écolo* dans l'esprit de beaucoup. Mais on oublie de penser que pour construire un domaine *Center Parcs*, on détruira par exemple ici, plus de 220 ha de forêt. Nous sommes donc à la limite du cynisme le plus éhonté lorsqu'on donne le qualificatif, à la construction de toute autre chose sur ces 220 ha, de durable, de vert, d'écolo, etc..

Le tourisme vert reste du tourisme. Ce sont de toute manière des gens promenés dans une nature aseptisée dans laquelle ils doivent consommer du vert ; cela reste du tourisme de consommation de masse destructeur sur le plan environnemental et social. Si ce *Center Parcs* est construit, il sera le premier employeur de la région. Et cette région sera totalement dépendante de cet employeur/consommateur. Il aura la possibilité d'imposer aux collectivités locales de faire une route ou autre chose et ruiner ainsi la vie locale. (4) Jusqu'à présent les gens avaient cet endroit libre et gratuit à leur disposition. Demain si le projet se réalise, il arriveront devant une ville fermée. Le tourisme indirectement interdit d'autres activités. Le PDG de Pierre & Vacances n'a pas envie que ses clients voient autre chose que du vert et par conséquent aucune autre activité ne pourra s'établir si elle fait de l'ombre au tourisme vert.

Comment un projet comme celui-ci peut-il être présenté comme du développement durable alors que l'on va puiser de l'eau dans la Bièvre, la monter à Roybon, la chauffer pour une partie à 29°C toute l'année ou la jeter dans l'Isère 15 km plus loin ? En effet la station d'épuration ne pourra être construite à Roybon car les deux ruisseaux qui y coulent n'ont pas de débit assez important pour évacuer les eaux de l'éventuelle station d'épuration construite sur place qui permettrait de traiter les eaux usées d'une ville de 5000 habitants. On voudrait construire une ville artificiellement sortie des tiroirs des technocrates à côté du village le plus important du coin, Roybon, qui compte seulement 1300 habitants. On va construire des infrastructures routières, peut-être ferroviaires, développer l'aéroport de Saint-Étienne de Saint-Geoirs et des moyens de transport aussi collectifs soient-ils.

Alors que nous avions été pour certains à l'origine de la contestation, nous nous sommes retirés de l'association «Pour les Chambaran Sans Center Parcs» à laquelle nous avions participé à la création. En effet nous jugeons l'engagement de cette association beaucoup trop environnementaliste et nous nous étonnons que des éco-politiciens et des professionnels de l'écologie puissent être pris par certains de ses adhérents pour des défenseurs de la nature et de l'intérêt des pauvres. Nous estimions aussi qu'une opposition à un projet qui cherche seulement ses justifications dans la réglementation en vigueur et dans les alternatives acceptables par l'administration, ne mettra jamais en question l'organisation économique, et par conséquent sociale et politique qui pourtant mène le monde à sa perte. Lorsque nous soutenions la création de l'association qui devait s'occuper essentiellement de mener une bataille juridique contre le projet, il s'agissait de nous permettre de gagner du temps afin de continuer le combat que nous menions depuis le début. Le conflit



mené par l'association a substitué à la colère une autre conception de la bataille. Il s'est traduit par quelques demandes de recours gracieux qui ont poussé la société Pierre & Vacances à annoncer une suspension de 6 à 18 mois de son projet. Suite à ces recours, le Conseil Général a confié une médiation impartiale à l'ancienne présidente de l'association qui gérait jusque là l'Office du tourisme Mandrin-Chambaran. Cette médiation devrait permettre de faire comprendre aux récalcitrants combien l'idée de développer le tourisme dans les Chambarans est une bonne idée.

La nouvelle association a misé son opposition essentiellement sur son avocat, sur les médias et sur une critique environnementaliste. Elle a organisé deux promenades au bois des Avenières qui ont réunis moins d'une centaine de personnes. Elle avait son stand dans quelques foires écolo.

Depuis deux ans certains opposants se sont manifestés contre le projet de manière sporadique. Nous avons vu quelques graffitis apparaître autour de Roybon. Lors de la journée organisée par Pierre & Vacances pour faire visiter l'endroit aux investisseurs, un riverain a allumé un feu dans son champ pour enfumer les visiteurs. Les gendarmes sont intervenus pour lui demander de l'éteindre. Il y a eu aussi quelques sabotages du travail des géomètres et notamment du bornage. On nous a rapporté que des arbres avaient été marqués de peinture afin d'échapper à la coupe.

Quand à nous, nous nous étions concentrés à faire de l'information et de l'agitation par des textes que nous avions distribués et affichés dans les marchés et les boîtes aux lettres de la régions pour que la population se rende compte dans quel univers elle allait se trouver si le *Center Parcs* se construit. Notre pratique a été de parler avec les gens. On nous a reproché de ne pas avoir utilisé les médias, mais le contact direct et les discussions avec les gens était pour nous plus intéressants et beaucoup plus sains. Nous ne cherchions pas d'effet médiatique sans consistance.

Nous voulions que les gens prennent conscience de ce que le tourisme a détruit par le passé. Les stations de ski ont détruit nos montagnes. Les bords de mer ont été détruits. La société Pierre & Vacances a trouvé dans la forêt une nouvelle niche à exploiter. Nous pensons que les forêts à leur manière vont devenir ce que les montagnes et les bords de mer sont devenus. Brémond, le président de Pierre & Vacances qui faisait partie en 2008 d'un groupe de travail réuni par Christine Lagarde, ministre de l'Économie, qui devait plancher sur un plan «Destination France 2020», répondait à la journaliste qui lui posait une question sur les pistes de réflexion de ce groupe de travail : «Il s'agit de définir des objectifs d'évolution de l'offre touristique par rapport à la concurrence mondiale. Des rénovations, des adaptations sont nécessaires. En termes d'aménagement du territoire d'abord, car aujourd'hui 20% du territoire hexagonal accueille 80% des touristes. Ce qui veut dire qu'il y a un or vert : l'intérieur du territoire offre des potentialités énormes.» (5)

Nous voulions effectivement dire qu'en renonçant à ce bois des Avenières nous acceptions non seulement les problèmes techniques liés à la loi sur l'eau ou encore la destruction d'arbres ; en renonçant au bois des Avenières, nous acceptions aussi la destruction d'un habitat, d'un refuge, d'une manière de vivre, de relations sociales, d'une histoire, d'un imaginaire etc. La forêt a aussi été un refuge pour les résistants, pour les marginaux ou pour les bannis. C'était un en-dehors où chacun pouvait se cacher à l'abri des lois et de toute autorité. Les pouvoirs publics ne l'entendent pas de cette façon. Ils espèrent contrôler l'ensemble des territoires et des individus pour que la marchandise ait toute sa liberté.

Par notre critique, nous tenions à défendre l'idée que la forêt n'est pas seulement un dossier technique à gérer et un ensemble d'arbres. Nous ne défendions pas seulement un aspect écolo-environnementaliste lorsque nous nous opposions à la destruction du bois des Avenières.

La bataille n'est pas fini, mais les dés sont pipés. Nous attendrons le prochain regain.

Quelques opposants au Center Parcs

(1) La commune avait même proposé de vendre le terrain à la société Pierre & Vacances à 10 centimes d'euro le m^2. Quelques riverains, afin de dénoncer cet abus, avaient surenchéri sur cette offre en proposant d'acheter le bois des Avenières à 11 centimes le m^2 (cf. P.V. du conseil municipal de Roybon du 5 septembre 2008).

(2) http://stream.alibitivi.com/popup/popup.php?&param_file=clients/cg38/dates/161009/vod

(3) http://chambarans.unblog.fr/2009/11/02/les-naufrages-de-la-bulle-appel-de-salaries-de-center-parcs-vises-par-une-procedure-de-licenciement-economique-collectif/

(4) Les habitants de Roybon et de ses alentours ont appris que la location de leur compteur d'eau allait augmenter de 75 euros sur trois ans... Le *Center Parcs* n'est pas encore construit qu'il impose déjà les premières augmentations aux administrés.

(5) Interview de Gérard Brémond par la rédaction du *Dauphiné Libéré*, 1e 6 mars 2008.



De quoi CASTOR est-il le nom ?

Le train Castor (pour Cask for storage and transport of radioactive material), transportant un important chargement de déchets hautement radioactifs répartis dans onze conteneurs, qui a quitté Valognes (près de La Hague) le 7 novembre 2010, à destination de Gorleben (Allemagne), a été bloqué durant 3 h 30, peu avant son entrée en gare de Caen, par des militants du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires) qui se sont enchaînés à la voie. Si le groupe s'est félicité de la réussite de l'action, puisque le dispositif utilisé pour provoquer l'arrêt du train a permis l'installation du blocage en toute sécurité (1), il déplore et dénonce, en revanche, le fait que «sept militants [aient] été maintenus en garde à vue pendant 24 h et font l'objet d'un contrôle judiciaire supposant le règlement d'une caution de 16 500 euro à payer avant le 15 novembre, car «à défaut ils se retrouveraient incarcérés jusqu'au procès, le 8 décembre (2)». GANVA constate «que la volonté du gouvernement de réprimer sévèrement les militants anti-nucléaires a été exécutée à la lettre par le procureur de la république de Caen». Et pire encore, que «trois militants ont été blessés, deux ayant des brûlures graves aux mains» qui vont nécessiter des greffes de la peau. «Le troisième a été aussi grièvement touché, il a dû subir une intervention chirurgicale sur deux tendons sectionnés à la main gauche. À sa sortie de l'hôpital, il a été directement conduit en garde-à-vue sous escorte policière». GANVA s'interroge : «la volonté du gouvernement et du lobby nucléaire de faire passer ce convoi coûte que coûte aurait-elle conditionnée l'expression d'une telle brutalité de la part des forces de police ? Était-ce cela qu'elles avaient à cacher derrière les bâches tendues autour de la désincarcération ?

Pendant que des militants de GANVA bloquaient, Green Peace déclarait : «Nous ne sommes pas là pour empêcher le départ de ce train. Il faut que les déchets rentrent en Allemagne...» Le Réseau Sortir du Nucléaire était sur la même position et ne cautionnait donc pas l'action de GANVA, même si depuis, il a appelé à la solidarité face à la répression que subissent ses militants. Le Réseau Sortir du Nucléaire pour médiatiser son opposition au nucléaire qui génère des déchets extrêmement dangereux dont personne, honnêtement, ne sait quoi faire, s'est surtout fait remarquer par sa communication dramatisante sur le degré de radioactivité du «train d'enfer» qui «est l'un des convois de déchets les plus radioactifs de l'histoire». AREVA a évidemment prétendu le contraire, ce qui a fourni aux médias le sujet de controverse qu'il faut pour faire mine de couvrir l'événement en toute objectivité, en le réduisant à une querelle dérisoire. Savoir s'il est plus ou moins radioactif que le train précédent, qu'est ce qu'on s'en fout, ce qui importe, c'est qu'il est tout aussi dangereux.

Une fois passé en Allemagne le train n'en était pas pour autant au bout de son périple. C'est même là que sa progression allait connaître le plus de difficultés. Faut dire que les militants antinucléaires s'étaient mobilisés par milliers et qu'ils ont fait tout leur possible pour ralentir le convoi, en s'enchaînant sur les voies ferrées, en se suspendant en rappel depuis des ponts, en affrontant la police qui tentait de les empêcher de retirer le ballast de la voie ferrée, en organisant des sit-in devant le site de stockage, en lâchant des troupeaux de moutons sur la route menant à Gorleben. En face les autorités avaient mis le paquet en déployant plus de 20 000 policiers, pour une opération qui a coûté environ 50 millions d'euros. Plus de 20 000 policiers qui n'ont pas ménagé leur peine puisque le triste bilan dressé par les antinucléaires indique que 2 des leurs ont été grièvement blessés, que 29 ont reçu des coups à la tête et 16 ont eu des doigts cassés. À cela il faut ajouter 8 arrestations et 1 300 interpellations.

Le train est finalement arrivé, mais le mouvement antinucléaire allemand a fait preuve de sa vigueur, une vigueur qui a redoublé depuis la décision du gouvernement d'Angela Merkel, cette année, de prolonger l'exploitation des 17 centrales nucléaires, faisant voler en éclats le processus d'arrêt du nucléaire établi par son prédécesseur social-démocrate, Gerhard Schröder. Encore faut-il préciser que l'échéancier de fermeture des centrales demeurait flou puisqu'il ne s'appuyait pas sur des dates précises, mais sur des quotas d'électricité, et le chiffre de 2 623,3 TWh annonçait un processus long, de l'ordre de 25 à 35 ans. Quoi qu'il en soit, l'arrêt du nucléaire était considéré comme acquis et le Réseau Sortir du nucléaire en tirait argument pour demander en France un arrêt semblable. Un argument qui ne pesait pas bien lourd et qui a encore gagné en inconsistance car la Suède a également remis en cause son plan de sortie du nucléaire qui devait s'étaler sur une trentaine d'années (3).

Pour notre part, à cette revendication d'arrêt à la St Glinglin que nous jugions trop hypothétique et dont l'intérêt majeur était d'être politiquement hautement compatible avec des alliances électorales à gauche nous opposions celle de l'arrêt immédiat. Simple logique, si c'est dangereux pourquoi attendre 30 ans pour fermer et ce qui est fermé est fermé.

Scylla, le 15-XI-2010

(1) Le 7 novembre 2004, Sébastien Briat, 22 ans, est mort à Avricourt, en Lorraine, renversé par la locomotive d'un convoi de déchets nucléaires partant vers l'Allemagne.

(2) À 14h au tribunal de grande instance de Caen. On peut les soutenir de deux façons, financièrement (chèque à l'ordre de l'APSAJ - Association Pour la Solidarité et l'Aide Juridique, 6, *cours des alliés* 35000 Rennes) et/ou en venant massivement au tribunal pour affirmer son opposition au nucléaire et à la répression qui l'entoure.

(3) En 1980, les Suédois ont été des précurseurs en choisissant par référendum de ne construire aucune centrale nouvelle et de fermer d'ici à 2010 celles qui existaient. Mais aujourd'hui, d'une part dix des réacteurs sur les douze qu'a compté le pays sont toujours en activité et leur production a dû augmenter pour continuer à fournir entre 45 et 50 % de l'électricité nationale et d'autre part le Parlement suédois a approuvé le 17 juin une proposition gouvernementale autorisant la relance du nucléaire en votant le remplacement au terme de leur durée de vie des réacteurs nucléaires existants.

